

L'étranger : un bouc-émissaire idéal... Depuis plusieurs siècles

Étude ■ Bruno Poncelet ■ Décembre 2022



C'est mieux si c'est dit...

Comme toute langue, le français porte en lui une longue histoire qui a façonné une manière particulière de parler du monde et des sociétés. Avec ses côtés positifs comme négatifs. Parmi ceux-ci, on compte notamment des rapports de force ancestraux qui ont accouché de règles grammaticales déséquilibrées, notamment lorsque certains mots (masculins) ont le droit d'en englober d'autres (féminins). Dans un souci de concilier l'égalité des genres et le plaisir de lire, cet écrit recourt à une forme d'écriture inclusive où les pronoms et mots « neutres » sont alternativement présentés sous un habillage masculin et féminin (comme humain et humaine, ou tous et toutes, par exemple). Par ailleurs, la règle selon laquelle le masculin l'emporte sur le féminin n'est pas retenue non plus : lorsqu'un adjectif est associé à différents noms masculins et féminins, l'accord s'effectue en prenant en compte le genre du nom le plus proche de l'adjectif à accorder.

Ces nouvelles possibilités qu'offre le combat féministe sont importantes. Cruciales même. À une exception près : lorsqu'un genre (masculin ou féminin) est surreprésenté au sein d'un groupe social, il semble logique - et même militant - de conserver une écriture à l'ancienne afin que ce déséquilibre ne soit pas caché, mais dévoilé.

Cette étude a été écrite en suivant cet idéal inclusif. Par ailleurs, au vu des époques parcourues, c'est souvent l'exception qui sera d'application ici.

Bruno Poncelet, formateur au CEPAG

Le monde contemporain semble être à la dérive. Tel un rafioteur mal embarqué sur des flots tumultueux, il a perdu de vue les rivages rassurants nommés paix, cohésion sociale et prospérité liés à une époque où notre port d'attache commun - l'État-Providence - promettait un certain confort de vie à toutes et tous¹. En lieu et place : des masses anonymes de gens se sentent aujourd'hui abandonnés par un monde politique qui les regarde plonger dans la précarité sans sourciller. Par peur ou par dépit, par envie de vengeance ou pour essayer autre chose, les électeurs et les électrices sont de plus en plus nombreuses à conspuer les partis traditionnels pour leur préférer une alternative radicale : l'extrême-droite. Le dernier épisode en date de cette triste saga est l'arrivée au pouvoir, en Italie, du parti néofasciste *Fratelli d'Italia* (Frères d'Italie) emmené par Giorgia Meloni - une femme nostalgique du régime sanguinaire de Mussolini (1883-1945) qui régna d'une main de fer sur le pays durant plus de deux décennies (de 1922 à 1945).

Un peu partout en Europe, voilà donc les idéologies nationalistes de retour à peine un gros demi-siècle après avoir engendré une des plus grandes boucheries humaines du XX^{ème} siècle : la deuxième guerre mondiale et ses quelques 70 millions de morts ! Dans une amnésie collective qui fait peine à voir, le plébiscite en faveur de l'extrême-droite semble chercher une solution aux crises actuelles en optant pour des logiques discriminatoires. Qu'on soit jeune ou vieux, indépendante ou salarié, chômeur ou professionnellement active, l'étranger (quel qu'il soit) endosse bien malgré lui le statut de bouc-émissaire fédérant tant de frustrations et de ressentiments différents. Qu'importe le nombre de migrantes qui meurent en mer Méditerranée ou sont victimes d'exploitations sordides faute d'avoir une existence légale et reconnue du point de vue administratif, la peur de l'autre redevient pour beaucoup un leitmotiv légitime dans nos sociétés contemporaines.

Si l'on peut comprendre l'envie d'avoir un coupable à pointer du doigt au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans d'angoissantes impasses où l'argent manque tandis que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, le moins qu'on puisse dire est que la cible majoritairement choisie (l'étrangère) est loin d'être responsable des maux dont on l'accuse. Pour peu qu'on prenne un peu de recul, la chose paraît même totalement insensée. Comme si une inversion des perspectives avait eu lieu. Soudainement, des gens pauvres et sans droits qui pèsent pour rien sur l'échiquier du monde sont comme affublés de la capacité étourdissante de peser négativement sur le bonheur des nations les plus riches. Par quel tour de passe-passe ou quel sortilège de magie noire ? Nul ne sait exactement, mais les rumeurs vont bon train et la peur des lendemains qui déchantent fait sans doute le reste. Toujours est-il que nous voilà à nouveau coincés dans un embouteillage idéologique aux relents nauséabonds où discriminer l'autre (quel qu'il soit) semble être, pour beaucoup, le moyen idéal d'échapper à une réalité de plus en plus amère. À l'opposé de cette ambiance fétide, cette étude veut prendre le large, quitter l'Occident et respirer le grand air de l'altérité pour mieux comprendre les ressorts des relations qui lient nos riches nations aux peuples étrangers.

¹ La notion d'État-Providence fait référence aux profondes réformes institutionnelles et législatives approuvées, sous la pression du mouvement ouvrier, au lendemain de la deuxième guerre mondiale pour améliorer le sort des gens modestes dans les sociétés occidentales. Ces réformes étaient à la fois démocratiques et sociales. Démocratiques en élargissant par exemple le droit de vote à des gens qui n'en disposaient pas auparavant ou en instaurant des délégations syndicales comme contre-pouvoir légitime dans les entreprises. Sociales en réduisant collectivement le temps de travail, en faisant monter les salaires à un niveau décent ou bien encore en adoptant de grandes politiques solidaires comme le financement de la sécurité sociale. On peut lire à ce propos *L'État social (Pour sortir du chaos néolibéral)* de Christophe Ramaux, paru aux éditions Mille et une nuits en 2012.

Une carte postale antique

Au Mexique, dans la grande plaine du Yucatán, se dresse un site archéologique visité par des millions de touristes pour sa célèbre pyramide : Chichén Itzá. On s'y rend en bus ou en voiture, on achète des billets, on arpente d'augustes pierres, on s'émerveille des prouesses architecturales de l'époque, on claque des mains ou on donne de la voix pour tester la réverbération acoustique du stade local de jeu de balle, le cœur parcouru de quelques frissons d'horreur en pensant que ces gens pratiquaient les sacrifices humains. Heureusement - se disent en chœur athées et chrétiens, libéraux et socialistes - leurs Dieux bizarres et cruels d'antan sont à présent figés dans la pierre sur laquelle se promènent des lézards amoureux de baignades de soleil. Quant aux autochtones, le pire qu'on ait à craindre d'elles est le harcèlement constant d'une multitude de vendeurs cherchant à soutirer quelques pesos en échange de souvenirs de voyage « authentiques », même s'ils ont été produits à la chaîne dans des pays d'Asie où le coût de la main-d'œuvre est encore plus bas qu'au Mexique. Quel étrange paradoxe ! Des gens jadis si puissants, au point de bâtir de fastueuses cités et de capturer à la guerre des humains vivants à offrir aux divinités, devenus en quelques siècles de très modestes maillons de l'économie-monde dans laquelle nous vivons. Évidemment, le séisme de la colonisation est passé par là...

Lorsque les conquistadores débarquent aux Amériques, dans la foulée de Christophe Colomb qui jette l'ancre dans les Caraïbes en 1492, nous sommes encore en pleine époque médiévale avec ses rois, ses nobles, sa puissante église, ses inébranlables hiérarchies sociales et - fait nouveau par son ampleur démesurée - son incroyable soif d'explorations, de conquêtes, de dominations, de guerres, d'esclavagisme, de prédatons matérielles, le tout flottant sur des rivières de sang. Même si l'estimation exacte est impossible à faire, les envahisseurs espagnols réussissent le triste exploit - en quelques décennies à peine - d'exterminer plus d'autochtones que les sacrifices amérindiens cumulés sur des siècles ! Si les maladies importées ont joué un rôle déterminant dans cette tragédie, le tranchant des épées, le désespoir indigène et les conditions abominables du travail forcé n'y sont pas étrangères. Autant de méfaits que nous qualifierions aujourd'hui *de génocides et de crimes contre l'humanité*, mais que la mémoire officielle de l'Occident recouvre pourtant du doux vocable de découvertes.

Sous ce vernis bienpensant, se cachent des mondes brisés, piétinés, anéantis, mais aussi très différents des manières de vivre et penser contemporaines. Par exemple, nous avons pour habitude de découper l'arène politique en nations dirigées par des gouvernements, voire en constellations de pays gérant en commun certaines politiques comme le fait l'Union européenne. Rien à voir avec les réalités indigènes à l'aube de la colonisation où les frontières étaient mouvantes, les puissants empires n'étant que la pointe immergée d'un iceberg composé d'innombrables sociétés maîtrisant encore leur destin à l'échelle locale. Par exemple, dans le monde maya de l'époque classique (qui va de 150 à 900 de notre ère environ), le pouvoir central s'élevait à hauteur de Cités-états - tantôt alliées, tantôt en guerre - formant un réseau qui coexistait (de façon harmonieuse ou non) avec une multitude de communautés et peuples indigènes. Tout en partageant le même horizon culturel amérindien, ces communautés constituaient un immense patchwork d'ethnies, de langues, d'identités, de divinités, d'ancêtres, d'esprits, de coutumes et de cultures bigarrées. Qui plus est, l'univers maya s'étant brusquement essoufflé au tournant des IXe et Xe siècles, beaucoup de communautés avaient retrouvé - pour peu qu'elles n'aient pas été happées dans le giron de l'empire aztèque en pleine expansion - une grande autonomie locale quand les Espagnols débarquèrent avec armes à feu, chevaux harnachés, croix chrétienne, maladies inconnues, et tant de certitudes dans les yeux².

² Dans un livre paru récemment *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité*, l'archéologue David Wengrow et feu l'anthropologue anarchiste David Graeber (1961-2020) explorent, à leur manière, l'incroyable diversité des manières

À certains égards, le monde chrétien occidental ressemblait un peu aux grandes civilisations indigènes : un monarque fédérait sous son autorité une constellation de vassaux régnant sur leurs terres de façon plus ou moins autonome ; leurs mariages visaient à nouer des alliances diplomatiques pour conforter (et si possible élargir) leurs possessions territoriales, rendant ainsi les frontières « politiques » mouvantes ; lorsqu'un dirigeant établi venait à mourir, les prétendants légitimes au trône rivalisaient parfois dans de brutales guerres de succession ; enfin, à tous les échelons de la pyramide sociale, chacun devait payer tribut (sous diverses formes : nourriture, service militaire à prester, etc.) à plus puissant que lui. Par ailleurs, dans le monde médiéval chrétien comme chez les peuples indigènes, cette vaste hiérarchie cosmopolite était profondément imbibée de croyances religieuses narrées par des mythes fondateurs décrivant l'origine du monde et ses évolutions historiques supposées. Ces mythes justifiaient également l'existence de certaines institutions, comme le pouvoir royal et les temples, et s'accompagnaient de rites collectifs dans des espaces sacrés afin de communiquer avec le monde divin. Dans la tête des gens de l'époque, il n'y avait alors ni « politique », ni « économie », ni « sociologie » à proprement parler. Toutes ces catégories d'analyse moderne ne prenaient sens qu'entremêlées les unes aux autres dans une réalité transcendant tout : l'imaginaire religieux. Cet imaginaire définissait le sens global de la vie quotidienne et institutionnelle, le rapport au temps, la manière de nouer des relations matérielles et sociales, et jusqu'aux rapports les plus intimes au monde environnant. En dépit de ses convergences, les conquistadores qui envahirent l'Amérique différaient profondément des populations indigènes sur un point précis : leurs imaginaires respectifs reposaient sur des ressorts identitaires, cosmologiques et spirituels complètement divergents³.

Imaginaires indigènes et coloniaux¹

Le Dieu chrétien était bon, unique, créateur de toutes choses et universel. Il concernait donc tous les humains reconnus comme enfants de Dieu, à condition bien entendu qu'ils soient de bons chrétiens. Pour sauver leur âme et gagner la vie éternelle, les gens devaient vivre conformément aux prescrits bibliques - adaptés selon des interprétations propres à chaque époque et aux différents courants spirituels nés des différents schismes religieux. Idéalement, il fallait donc assister aux messes, réciter ses prières et vivre dans la chasteté jusqu'au jour où l'on s'engageait, devant Dieu Tout Puissant, à n'aimer et chérir qu'une seule personne pour le restant de ses jours. Dans cette cosmogonie monothéiste universelle, l'altérité n'avait guère de place. Il n'y avait qu'une seule bonne manière de vivre, qu'un seul Dieu à aimer, et certaines pratiques indigènes étaient tout bonnement révoltantes - comme l'anthropophagie, les mariages polygames, les panthéons polythéistes et, bien sûr, les sacrifices humains. Accompagnant Hernán Cortés (1485-1547) dans la conquête de l'empire aztèque, le conquistador Bernal Díaz del Castillo (mort en 1584) est ainsi révolté lorsqu'il découvre dans la capitale aztèque, Tenochtitlan, un des autels religieux juchés en haut d'une pyramide : « Là, quelque peu éloignée du grand temple, s'élevait une maison d'idoles, disons plutôt un enfer, car à l'entrée se trouvait une grande gueule, comme celle qu'on dépeint à la porte des enfers, ouverte, montrant ses grosses dents pour avaler les pauvres âmes. On voyait aussi, près de l'entrée de la petite tour, des groupes diaboliques et des corps de serpents, tandis que, non loin de là, se dressait une pierre pour les sacrifices : tout cela plein de sang et noirci par la fumée. Au-dedans de la tour se trouvait de grandes marmites, des jarres et des cruchons. C'était là qu'on faisait cuire les chairs des malheureux Indiens sacrifiés pour servir aux repas des papes. Près de la pierre des sacrifices se voyaient plusieurs coutelas et des billots

de vivre passées. Sans nullement nier l'existence de régimes oppressifs, ils tentent néanmoins de saisir (hors de la sphère de notre oubli collectif) l'existence d'organisations sociales non hiérarchisées... autrement plus démocratiques que nos sociétés contemporaines.

³ L'expression « ressorts cosmologiques » évoque les rapports à la Terre, au Ciel et à l'Univers qui variaient, d'une société à l'autre, selon les mythes et grands récits cosmogoniques narrant l'origine du monde.

semblables à ceux qui servent à dépecer la viande des boucheries. [...] J'avais, pour ma part, l'habitude d'appeler cet édifice l'Enfer. »ⁱⁱ

Aux certitudes universelles du monothéisme chrétien, répond la profonde ambivalence des Amérindiens.

Dans les régions forestières comme l'Amazonie, les tribus animistes vivaient dans un monde où l'humanité ne s'arrêtait pas aux seuls bipèdes *Homo sapiens*. À leurs yeux, l'ensemble des vivants (plantes comme animaux) constituaient autant de peuples doués de raison, organisés socialement et dirigés par des esprits avec lesquels il était possible de dialoguer - en prenant des substances hallucinogènes, en chantant, en dansant, en rêvant... - pour faire une bonne chasse, soigner une maladie ou aider les plantes potagères à pousser. La forêt entière était comme un espace sacré, une maison familière peuplée d'esprits avec lesquels on tentait de vivre en bonne harmonieⁱⁱⁱ.

Dans les grandes civilisations amérindiennes (Aztèques, Incas, Mayas...), les panthéons religieux étaient à l'image de l'organisation sociale : beaucoup plus inégalitaires et stratifiés. Il existait des divinités majeures et mineures, mais aucune n'était un Dieu omnipotent capable de régner en solitaire sur le monde. Bien au contraire. Chaque divinité avait son statut « social », son histoire particulière, ses parures, ses attributs, sa personnalité, ses moments d'influence et ses champs d'action respectifs. Qu'elles incarnent le Vent, la Pluie, la Mort, la Guerre, l'Amour charnel, le Maïs, le Pulque⁴ et l'ivresse, l'eau des Rivières, les forces Telluriques ou le puissant Soleil, chaque divinité n'exerçait qu'une influence partielle sur le monde des vivants. Pour que l'univers fonctionne harmonieusement, il était donc nécessaire de les réunir et de leur demander d'agir de façon concertée selon les besoins et circonstances du moment. Par exemple, chez les Aztèques, la céréale servant de base alimentaire (le maïs) était sous la protection de plusieurs divinités comprenant notamment *Tlaloc* « le nourricier » (le Dieu qui apportait la pluie), *Xilonen* (la déesse du maïs jeune) et *Chicomcoatl* (la Déesse « Sept Serpent » du maïs mur). L'influence de ces Dieux était par ailleurs souvent ambivalente : pour prendre l'exemple du Dieu de la Pluie *Tlaloc*, il pouvait aussi bien briller par son absence (en cas de sécheresse prolongée), répondre aux attentes de la population (en apportant des pluies fertilisantes des semailles aux récoltes) ou dévaster le monde de sa colère (en cas d'inondations catastrophiques). De même, *Tezcatlipoca* le « Seigneur au miroir fumant » était étroitement lié aux élites indigènes (il justifiait donc les pouvoirs établis) mais aussi le protecteur des esclaves et le maître du destin. Nuit après nuit, l'un de ses rôles mythologiques consistait à livrer combat, contre le ciel nocturne et la Lune, afin que le Soleil réapparaisse au petit matin. Le Dieu *Tezcatlipoca* s'inscrivait donc dans un paysage identitaire dominé par des entités primordiales aux forces ambivalentes, et non dans un imaginaire chrétien où l'humain occupe une place centrale dans un univers régi par un Dieu unique et bienveillant.

Ceci explique en partie pourquoi ces gens trouvaient normal de sacrifier des humains. Ce concept d'humanité si cher à nos yeux n'existait tout simplement pas dans leurs traditions culturelles qui façonnaient un monde complexe, démesuré, où la priorité était de garantir la cohésion de l'univers et la perpétuation de ses grands mécanismes régulateurs. En effet, pour les peuples mésoaméricains, le monde avait connu plusieurs étapes de création et de destruction successives, et l'une des missions sacrées des civilisations indigènes était précisément de reporter, autant que faire se peut, le prochain effondrement du monde au cours duquel des monstres (nommés *Tzitzimime* chez les Aztèques) descendraient du ciel pour dévorer tous les vivants. Pour reporter cette échéance funeste, les dirigeants des grandes civilisations mésoaméricaines jugeaient crucial de maintenir de bonnes relations sociales entre toutes les formes de vie existantes - qu'elles soient animales, divines, humaines, minérales, végétales, pour reprendre nos catégories d'identification moderne -, quitte à sacrifier une partie des

⁴ Il s'agit d'un alcool « mexicain », fabriqué en faisant partiellement fermenter de la sève d'agaves.

membres de certaines espèces (humaines comprises) pour nourrir les Dieux. De leur point de vue, les personnes sacrifiées n'étaient d'ailleurs pas des humains en tant que tels, mais plutôt les incarnations de divinités dont la mise à mort rituelle était orchestrée par des procédures méticuleuses et variées. Par exemple, lors de la « fête » de *Toxcatl* (le mois de la « sécheresse »), le prisonnier sacrifié était un homme au physique parfait ayant endossé les traits du Dieu Tezcatlopicca. Sa métamorphose avait pris toute une année durant laquelle le captif avait vécu dans un grand confort matériel et s'était prêté à diverses activités, comme jouer de la flûte, pour fusionner symboliquement avec les dirigeants de la Cité-état et le Dieu Tezcatlipoca. Au terme de cette faste période, le prisonnier devenu Tezcatlopicca devait revêtir les atours du « Seigneur au miroir fumant », grimper les marches de sa pyramide en cassant une à une toutes les flûtes qu'il avait utilisées en tant que divinité, pour ensuite être tué selon un rituel précis.

Assurément, d'innombrables personnes connurent ainsi un sort funeste au cours des millénaires où les peuples mésoaméricains vécurent loin de l'imaginaire chrétien. Peut-on pour autant réduire (comme l'ont fait tant d'humanistes par le passé) ces populations indigènes à n'être que des sauvages cruels et sanguinaires ? La réponse est forcément négative, car la réalité est un miroir aux visages multiples. En osant porter le regard au-delà de la profonde révolte que nous inspirent les sacrifices humains, l'anthropologie a découvert, chez ces sociétés indigènes aux traditions non humanistes, des manières de vivre hautement estimables. Parmi ces qualités, on doit notamment citer la tolérance, l'ouverture d'esprit à la diversité culturelle mais aussi le fait d'avoir engrangé de précieuses connaissances sur la complexité du monde.

Tout d'abord, les croyances religieuses antiques ne sont pas réductibles à de simples chimères dangereuses. Pour ces peuples agricoles, le calendrier des rites était en effet corrélé à des observations méticuleuses du monde environnant, et absolument vitales pour ces denses communautés urbaines. Ainsi, le fait de relier la course du Soleil dans le ciel à l'alternance des saisons permettait d'effectuer certaines activités fondamentales, comme les semailles par exemple, au moment le plus judicieux. À l'aide d'observatoires astronomiques taillés avec une précision chirurgicale dans la pierre de grands complexes urbains, les *Tonalpouhque* (interprètes des signes) guettaient donc les mouvements du Soleil, de la Lune et des étoiles pour savoir où en étaient les interactions cosmiques, divines, « humaines » et temporelles. La longue saison sèche allait-elle bientôt finir ? Fallait-il déjà honorer Tlaloc, le Dieu de la Pluie, et semer dans les champs ? Et si *Quetzalcoatl*, le « Serpent aux plumes précieuses de quetzal » capable d'agiter les vents, déclenchait la fureur d'un ouragan ? C'est pour répondre à ce genre de questions que les savants de l'époque confectionnaient des écrits pictographiques, appelés *codex*, dans lesquels coexistaient les croyances religieuses (certes absurdes à nos yeux humanistes) et des connaissances salvatrices nourries d'une longue accumulation d'un savoir millénaire.

Plus surprenant : si les religions amérindiennes légitimaient assurément les pouvoirs établis (aussi oppressifs soient-ils), nul chez eux ne considérait sa personne ou son groupe social comme autosuffisant. Vivant dans un univers mental gouverné par des divinités multiples ne possédant (chacune) qu'un contrôle partiel sur le monde, ils en arrivaient à la conclusion logique qu'aucun groupe social, aussi prestigieux soit-il, ne pouvait exister par lui-même. Qu'on parle d'entités divines ou de n'importe quel vivant sur Terre, leur conception du monde reposait sur l'existence de multiples interrelations nécessitant la coopération d'oppositions complémentaires. C'est pourquoi le Dieu de la pluie Tlaloc formait un duo avec sa contrepartie féminine *Chalchiuhtlicue*, la Déesse « Jupe de Jade » qui régénait l'eau des mers, des rivières et des lacs : sans un fructueux dialogue entre ces deux entités pour répartir judicieusement l'eau disponible entre sol et nuages, l'équilibre du monde pouvait en être compromis. De même, si les grands centres urbains indigènes aspiraient inévitablement d'innombrables richesses nées du travail d'autrui via le paiement de tributs, les élites n'avaient toutefois pas le droit de

conserver pour elles seules l'ensemble des trésors accumulés. Certains rituels religieux leur imposaient en effet des devoirs de partage et de redistribution de nourriture, lors de banquets festifs où différents groupes sociaux (variables selon les Dieux honorés) étaient conviés. Des milliers d'années avant que l'état-Providence n'apparaisse en Occident, des notions comme la justice sociale et la solidarité collective existaient donc bel et bien - même si c'est de façon très imparfaite à nos yeux - chez de nombreuses sociétés non humanistes.

Enfin, parce qu'elles vivaient dans un monde structuré comme un vaste puzzle où chaque « pièce » (entité divine, groupe social, etc.) avait besoin de s'emboîter dans d'autres pièces pour prendre du sens, les civilisations amérindiennes étaient bien plus ouvertes que le monde chrétien à la différence. La contradiction ne leur faisait pas peur. Pour ces sociétés polythéistes, accueillir Jésus-Christ ou la Vierge Marie comme entités divines complémentaires au sein de leurs vastes panthéons n'était pas un problème : après tout, si chaque Déesse est porteuse de pouvoirs particuliers et de champs d'action spécifiques, ajouter ces divinités étrangères aux Dieux autochtones ne faisait qu'élargir les moyens d'action (mythologiques et rituels) pour assurer la bonne marche du monde ! Une tolérance religieuse aux antipodes du monothéisme chrétien : obsédés par la conversion des indigènes, les *conquistadores* et colons européens n'auront de cesse de brûler *codex*, « idoles » et temples locaux pour bâtir des églises dispensant la seule vérité autorisée. Un dogme affirmant qu'il n'existe qu'un seul Dieu véritable, et qu'il vient d'Occident.

Des réalités indigènes au racisme colonial

La rencontre entre l'Europe monothéiste et les peuples amérindiens fut donc un télescopage entre des imaginaires radicalement différents. Et contrairement à ce que laissent penser les rituels de sacrifices et d'anthropophagie des peuples amérindiens, la civilisation la plus gourmande brandissait une croix chrétienne et portait des armes à feu. Longue et sanglante, la conquête espagnole finit par imposer un pouvoir central d'une envergure démesurée - comparée à celles des anciennes Cités-états autochtones - reposant sur les seuls critères occidentaux. Au début, les repères identitaires étaient typiquement médiévaux : au sommet de la pyramide, le roi espagnol ; pour le servir dans ses colonies, une société hétéroclite composée de représentants royaux, de guerriers, de colons, de marchands et, bien entendu, de missionnaires religieux chargés d'évangéliser les peuples autochtones. Pour éviter l'enfer à leur âme, ces idolâtres sataniques devaient être éduqués aux merveilles du christianisme et à l'ordre social européen. Ils devaient découvrir la grandeur de Dieu et se plier aux desseins de leur suzerain espagnol, un étranger totalement inconnu devenu leur supérieur légitime par la force des armes. Avidé de richesses qui n'étaient pas que spirituelles mais aussi très matérielles, la Couronne d'Espagne imposa dans ses colonies une institution nouvelle : l'*encomienda*. Concrètement, les indigènes étaient rassemblés par centaines dans un lieu choisi par le pouvoir colonial : là, ils étaient priés de travailler gratuitement à l'extraction minière ou dans les champs, et devaient également bâtir des églises sur les ruines de leurs temples incendiés. Et tandis que les prêtres imposaient le monothéisme chrétien aux populations polythéistes, des Réseaux-Bourgeois⁵ prenaient vie en exploitant toutes les richesses locales disponibles, y compris les rebelles autochtones réduits à l'esclavage.

Ainsi, les Européens étaient faits pour donner des ordres, et le reste du monde pour obéir. Aux premiers les richesses et le prestige social ; aux autres le fouet, l'esclavage, le racisme et le mépris quotidien les ravalant - sur leurs terres ancestrales - dans les bas-fonds d'une pyramide sociale brisant tous les repères autochtones. Des réseaux identitaires aux administrations politico-religieuses, des

⁵ Nous utilisons ce terme en référence à une nouvelle forme de réalité institutionnelle prenant racine à cette époque : l'avènement de groupes sociaux dont l'essor des activités marchandes est la priorité absolue.

manières de vivre aux façons de s'aimer, tout ce qui constituait l'identité de ces populations devait être éradiqué. Un projet de génocide culturel (comment le nommer autrement ?) qui passa par des génocides physiques réels, puisque des dizaines de millions d'indigènes moururent lors de la colonisation. Or, ces gens ne s'identifiaient pas à une civilisation unique mais appartenaient à des myriades de peuples et sociétés différentes que l'ordre colonial a rayées de l'histoire.

Aussi déplaisant que soit le portrait, l'archétype du pouvoir blanc à l'époque des colonies était un homme occidental avide, borné, machiste, hautain, convaincu d'être le guide suprême de toute l'humanité. Très souvent, les colons européens étaient aussi des pauvres ou des cadets de familles nobles pour qui l'Amérique représentait une occasion inespérée de s'enrichir, voire de se couvrir d'honneurs et de gloire... même si tous étaient loin d'y parvenir. Quant à la situation des indigènes, elle était des plus tragiques. Les peuples colonisés furent tout d'abord la proie d'épidémies dévastatrices (lèpre, rougeole, tétanos, typhus, variole...) qui décimèrent leurs populations. Celles et ceux qui survécurent devaient ensuite subir un régime tyrannique leur imposant un imaginaire monothéiste arrogant et prude, diffusé par des institutions publiques calquées sur le modèle européen. En dépit de législations royales censées les protéger⁶, on leur volait également leurs bras, leurs terres, leurs langues natales, leur écriture, leurs manières de vivre et de penser, leurs temples et leurs Déesses, leurs forêts et les esprits qui y vivaient en leur imposant de travailler, parfois jusqu'à les tuer à la tâche, pour enrichir le monde blanc. L'Europe était littéralement assoiffée d'or et d'argent, mais également heureuse de découvrir moult produits exotiques comme le chocolat, le maïs, les tomates... Certains colons privatisaient à leur seul bénéfice les meilleures terres fertiles, tandis que de grandes compagnies (publiques ou privées) naissaient pour acheminer par bateaux, vers les métropoles, les trésors volés aux colonies. Dans le sens inverse, les esclaves noirs⁷ étaient capturés en Afrique, marqués au fer rouge, puis exportés vers les colonies américaines pour y fabriquer de la canne à sucre. Dans l'économie-monde alors naissante, voilà exactement ce qu'étaient nombre d'indigènes : des objets de commerce, des marchandises capitalistes.

Dépeinte sans fard par l'écrivain Eduardo Galeano (1940-2015) dans son livre *Les veines ouvertes de l'Amérique Latine*, cette prédation coloniale ne fit pas seulement affluer d'innombrables biens exotiques et minerais précieux vers les métropoles occidentales. Elle donna au commerce mondial naissant une structure ultra hiérarchisée, avec une poignée de pays donateurs d'ordre pouvant saigner à loisir des nuées de colonies exécutantes. Une relation *dominants/dominés* (*opresseurs/oppressés* aurait dit Marx) que les premières révolutions menant aux indépendances ne parviendront pas à juguler pour une première raison évidente : les préjugés racistes ont la dent dure.

⁶ Dans un livre récent consacré aux *conquistadores*, l'historien Fernando Cervantes a le mérite de resituer la colonisation occidentale dans son contexte médiéval, en soulignant notamment certains efforts de la Couronne d'Espagne pour mettre un frein aux pires abus commis par les colons exploitant les indigènes. Cet objectif louable servait malheureusement un dessein qui l'était moins : en passant sous silence des pratiques comme les procès pour idolâtrie, l'interdiction des peintures corporelles (un langage symbolique dans les cultures indigènes), le bannissement de tous les Dieux anciens et l'avidité sans bornes du royaume d'Espagne pour les richesses minières dérobées aux colonies, l'auteur offre un visage particulièrement angélique des rapports de forces imposés par les royaumes européens aux peuples autochtones.

⁷ La mythologie chrétienne trouvait dans la Bible une justification à l'esclavage des populations africaines. Selon une tradition au long cours, les populations noires étaient en effet assimilées à des descendants de Cham, l'un des fils supposés de Noé. Or, selon la Bible, ce dernier était coupable d'un affreux péché : un jour que Noé était allongé nu après avoir trop bu, Cham se moqua de son père plutôt que de recouvrir pudiquement sa nudité. Une félonie qui valut à Cham, mais aussi à toute sa descendance supposée, d'être condamné à être l'esclave de ses frères.

Derrière la décolonisation, des révolutions bourgeoises ?

Aux XVIII^e et XIX^e siècles, la décolonisation est un mot trompeur. Une falsification historique. Certes, des luttes révolutionnaires germent et enflent dans les colonies, portées par de grands libérateurs qui s'organisent, mobilisent et prennent les armes pour rompre les amarres avec un pesant boulet nommé métropole. Mais lorsque la victoire leur sourit, comme dans les futurs états-Unis en 1776 ou de larges pans de l'Amérique Latine au début du XIX^e siècle⁸, la colonisation est loin d'être terminée. Souvent, elle ne fait même que commencer.

Tout d'abord, pour compenser les colonies perdues en Amérique, l'Europe industrialisée se lance dans de nouvelles vagues de prédation qui ont notamment déferlé sur l'Afrique. De même, les états-Unis indépendants font la guerre aux Indiens pour s'approprier leurs vastes territoires, dont l'empire comanche qui avait déjoué la roue de l'histoire en prospérant aux dépens des Espagnols⁹. En Amérique centrale, dans une Colombie indépendante où l'on vient de découvrir du pétrole sur des territoires restés indigènes, le Congrès national de Bogotá adopte au début du XX^e siècle la loi n°1905/55 qu'Eduardo Galeano résume par ces mots : cette loi stipule qu'il n'existe « pas d'Indiens à San Andrés de Sotavento ni dans d'autres villages indiens où le pétrole a soudain jailli à flots. Si les Indiens existaient, ils seraient illégaux. C'est pourquoi on les a envoyés au cimetière ou en exil »^{iv}. Plus au sud encore, dans un Chili ayant proclamé son indépendance en 1818, c'est une guerre sans merci que les nouveaux dirigeants mènent contre les indiens Mapuches, là encore pour s'emparer d'immenses régions restées indigènes durant toute la colonisation espagnole^v. Et le scénario de se répéter *ad nauseam*, partout où fleurissent les premières indépendances.

L'explication sociologique est simple : après avoir rompu officiellement les amarres avec la métropole, ceux qui prennent le pouvoir sont encore et toujours des hommes blancs, profondément imbibés d'idéologie coloniale et de préjugés racistes justifiant de traiter en esclaves les peuples indigènes (même si la présence de populations métissées brouillait quelque peu les frontières identitaires). Par ailleurs, quand des leaders indépendantistes étaient réellement soucieux d'améliorer les conditions de vie d'une grande partie de la population via des politiques égalitaires, les élites locales (grands propriétaires fonciers, militaires, bourgeoisie...) s'arrangeaient souvent pour « régler » le problème à leur manière : coupable d'avoir défendu un programme de réforme agraire visant à redistribuer massivement des terres privées aux communautés paysannes, le révolutionnaire mexicain Emiliano Zapata Salazar (1879-1919) fut exécuté sur ordre du gouvernement mexicain. Ainsi, les nouvelles nations « indépendantes » poursuivent les guerres de conquête contre les populations autochtones. Sur les anciens territoires de la civilisation maya, l'indépendance acquise au XIX^e siècle donne ainsi naissance à des découpages frontaliers (Guatemala, Honduras, Mexique, Salvador) et des pouvoirs centraux totalement étrangers aux manières de structurer les relations - institutionnelles, sociales, spirituelles - chez les peuples amérindiens. Privés de parole au temps des colonies, ceux-ci restent exclus des structures de décisions engageant leur avenir quand sonne l'heure des premières « indépendances ».

Mais pour se libérer du joug politique de la métropole, les leaders indépendantistes ont souvent dû composer avec les « ennemis de leurs ennemis ». Que ce soit pour obtenir des armes ou être reconnus comme nation à part entière sur la scène internationale, ils ont cherché des appuis dans les chancelleries occidentales (en s'alliant avec la France contre l'empire britannique, avec les Anglais contre l'empire espagnol, etc.). Et comme en témoigne l'écrivain Eduardo Galeano en évoquant les riches mines de

⁸ À titre d'exemples, voici les dates d'indépendance de quelques pays d'Amérique Latine : 1810 pour l'Argentine, 1818 pour le Chili, 1821 pour le Guatemala, le Honduras, le Mexique et le Pérou, 1822 pour le Brésil, 1825 pour la Bolivie.

⁹ En 1850, le territoire comanche couvrait une large zone dans le nord du Mexique et le sud-ouest des États-Unis actuels. Lire à ce propos *L'Empire comanche*, de Pekka Hämäläinen.

Potosí en Bolivie, ces appuis étaient loin d'être gratuits : « Les colonies espagnoles qui naissent à l'indépendance courbent l'échine. Dès le premier jour, elles traînent une lourde pierre pendue à leur cou, fardeau qui épuise et grandit : la *dette anglaise* née du soutien britannique en armes et en soldats se démultiplie par le truchement des usuriers et des marchands. Les prêteurs et les intermédiaires, experts alchimistes, vous transforment n'importe quel caillou en joyau d'or, et les commerçants anglais trouvent dans ces régions leurs marchés les plus lucratifs. Les nouvelles nations qui craignent une reconquête espagnole ont besoin de la reconnaissance officielle de l'Angleterre ; or l'Angleterre ne reconnaît personne sans lui avoir fait signer au préalable un traité d'amitié et de commerce qui assure la libre invasion de ses marchandises industrielles. »^{vi}

Dans les pays « libérés », les nouvelles élites y trouvent leur compte en s'enrichissant par la corruption, le pillage et le travail forcé. Jadis sataniques, les peuples indigènes sont assimilés à des sauvages primitifs qu'il faut dresser, à des animaux paresseux que seule la chicote fait besogner. Plus que jamais, on a besoin de leurs terres et de leurs bras pour entretenir les cultures d'exportation (bois tropical, café, caoutchouc, coton, sucre...), souvent avec la bénédiction des hautes autorités de l'église omniprésente dans les structures publiques. Bourgeonne ainsi un monde à cheval sur l'ordre médiéval à l'intérieur des frontières nationales, et sur des alliances politico-marchandes au niveau international. Entre ces deux univers, un fil d'Ariane tresse des liens *dominants-dominés* qui façonnent les relations sociales nationales et structurent un marché mondial férocement inégalitaire : à l'Europe (bientôt suivie des Etats-Unis), l'industrie et les progrès techniques développés par les investissements capitalistes ; au reste du monde, la charge de fournir à bas prix les richesses minières et denrées exotiques nécessaires aux firmes et populations occidentales.

Pour prendre le cas du Guatemala, le pouvoir central fut souvent un théâtre tragique d'expériences autoritaires, spoliant les Indiens pour mieux s'insérer dans les mailles de l'économie-monde. Des quantités gigantesques du territoire guatémaltèque furent ainsi offertes à des firmes étrangères poursuivant les modes de prédation coloniaux, servage compris. La présidence du dictateur Manuel José Estrada Cabrera (1857-1924) en fournit un exemple éloquent. Après avoir pris le pouvoir par la force en tuant son prédécesseur en 1892, ce tyran sert les intérêts commerciaux du puissant voisin nord-américain. Une firme est particulièrement choyée : la *United Fruit Company* (plus connue de nos jours sous le nom de *Chiquita*). Première productrice de bananes et de fruits exotiques des Caraïbes à l'orée du XX^e siècle, cette entreprise américaine trouve au Guatemala un gouvernement complaisant, bradant à vil prix de vastes espaces de terres fertiles et les petites mains humaines nécessaires pour les entretenir. Tout en maintenant l'ordre social d'une poigne implacable, le dictateur Cabrera endette également le pays pour financer les infrastructures (chemin de fer, routes, ports) dont United Fruit a besoin pour exporter ses produits. Et quand le gouvernement ne trouve plus d'argent à prêter, Cabrera propose le deal suivant au fondateur de la United Fruit : s'il accepte d'achever les travaux du chemin de fer (dont il a par ailleurs besoin), sa firme deviendra propriétaire légitime de l'ensemble des infrastructures pour les 99 ans à venir. D'un autocrate à l'autre, la United Fruit Company obtient la concession de vastes territoires fertiles qu'elle peut exploiter à loisir ou laisser en friche... tandis que les paysans autochtones, privés de terres, crèvent de misère.

Ceci expliquant cela, la firme privée américaine vit là-bas comme un pacha dans son palais : « Au Guatemala, la United Fruit a toutes les terres qu'elle veut, immenses champs en friche ; elle est propriétaire des chemins de fer, du téléphone, du télégraphe, des ports, de navires, et aussi de nombreux militaires, politiciens et journalistes. »^{vii} On ne peut mieux décrire un *Réseau-Bourgeois* pérennisant les relations maître-esclave de l'époque coloniale dans un monde où commerce et progrès technique vont de l'avant. Hiérarchisé par des rapports de force transnationaux, le jeu des échanges marchands n'est pas libre (comme en rêvait Adam Smith) ni même économique. Il est géopolitique, structuré par des réseaux d'affaires, des connivences politiques, des bénédictions religieuses et des

forces militaires qui s'entendent, et s'organisent de concert, pour faire fructifier leurs situations personnelles. Une situation inégalitaire qui sent la poudre. Un terrain autoritaire impitoyable pour la majorité des habitantes. Un terreau ô combien fertile pour les grands idéaux révolutionnaires.

Graines d'États-Providence en germe

En effet, comment sortir les populations locales d'un tel marasme ? D'une certaine manière, le chemin émancipateur pouvait ressembler à la voie que prendra l'Occident au milieu du XX^e siècle. Après les siècles de spoliations massives et d'humiliations quotidiennes de l'ère coloniale, retrouver le droit de vivre dans la dignité passait forcément par une redistribution massive des richesses. Comme le veut l'adage *bien mal acquis ne profite jamais*, il fallait prendre aux riches - qui avaient beaucoup trop - pour offrir de quoi vivre à l'écrasante majorité des gens privés de tout. Pour que chacune et chacun puisse s'en sortir, il fallait mutualiser des ressources, redistribuer massivement les terres non cultivées aux paysannes spoliées, démocratiser les institutions publiques et les sociétés privées, réguler les activités marchandes, développer des services publics, rééquilibrer les droits et devoirs respectifs des différents groupes sociaux. Bref, goûter réellement aux joies de l'indépendance passait par des politiques s'inspirant en partie des principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale qui caractérisent l'état-Providence. En complément, il fallait aussi vider le pouvoir central d'une partie de ses prérogatives pour laisser davantage *d'autonomie culturelle, institutionnelle et spirituelle* aux communautés indigènes désireuses de pouvoir vivre - et qui ne le comprendrait pas ? - conformément à leurs valeurs et héritages millénaires¹⁰. Loin d'être assimilables les unes aux autres, ces sociétés ne pouvaient que suffoquer dans un cadre étatique trop rigide, *a fortiori* quand la priorité politique consistait à précipiter le pays dans les bras cupides de firmes étrangères.

La voie démocratique semblait donc simple à suivre : laisser ces gens cultiver, chez eux, leurs propres graines d'État-Providence. Pour briser l'étau des pouvoirs en place, les méthodes révolutionnaires furent souvent nécessaires. Au Guatemala, en 1944, des émeutes populaires entraînent ainsi la chute du dernier dictateur en date, un triste sire nommé Jorge Ubico Castañeda (1878-1946)¹¹. Ensuite, c'est le vent des réformes démocratiques et sociales qui souffle sur le pays avec l'élection, au poste de président, d'un professeur de philosophie nommé Juan José Arévalo Bermejo (1904-1990). Sensible aux sort des précaires, voulant améliorer la vie de l'écrasante majorité de la population, son gouvernement vote des lois et finance des institutions proches de celles qui fleurissent à la même époque dans les États-Providence occidentaux. Entre autres réalisations, le gouvernement de José Arévalo abolit le servage, octroie le droit de grève et crée un Institut guatémaltèque de sécurité sociale dispensant des soins gratuits à la population. Il tend également la main aux peuples amérindiens (majoritaires au Guatemala) en finançant un Institut indigéniste. Lors des élections de 1951, Juan José Arévalo décide de ne pas se représenter mais le suffrage universel plébiscite quand même les politiques qu'il a menées en accordant, avec 60% des voix, une confortable majorité à l'un des membres sortants du gouvernement : le ministre de la Défense Jacobo Árbenz Guzmán (1913-1971).

Fils d'un pharmacien suisse émigré au Guatemala, Jacobo Árbenz s'est converti aux principes généreux du socialisme en tombant amoureux de Maria Cristina Vilanova (1915-2009). Née dans une riche famille

¹⁰ Par valeurs et héritages millénaires, je ne plébiscite évidemment pas les sacrifices humains mais fais plutôt référence à l'ouverture d'esprit, à la tolérance culturelle et aux rapports complexes que les peuples indigènes entretenaient avec un univers qu'ils considéraient comme ambivalent, régi selon leur cosmogonie par des forces contradictoires qu'il fallait tant bien que mal équilibrer.

¹¹ « Élu » en 1932 en étant le seul candidat à se présenter, Jorge Ubico Castañeda poursuit durant sa présidence une longue tradition néocoloniale : retirant d'une main le droit de vote aux illettrés composant 75% de la population, il octroie de l'autre des terres supplémentaires à la si bien nantie United Fruit Company.

de propriétaires terriens, Maria Cristina a suivi le même genre de chemin que Charles Fourier (rencontré au début de ce livre) en étant révoltée par les pratiques de son père, un anticommuniste acharné qui a participé au massacre de paysans salvadoriens. Elle a ensuite transmis ses idéaux égalitaires à son mari, épousé en 1939 dans une chapelle de la cathédrale Saint-Jacques de Guatemala. Devenu président du pays, Jacobo Árbenz veut renforcer la cohésion démocratique et sociale du pays et lance, en 1952, un vaste programme de réforme agraire. Pour offrir un espace agricole à celles et ceux qui n'ont rien, le gouvernement sorti des urnes décrète, au nom de l'intérêt général, qu'il peut désormais racheter d'autorité certaines terres laissées en friche par les grands propriétaires fonciers. Une décision loin d'être tyrannique dans un pays où la violence des siècles passés a permis à une infime minorité de propriétaires, représentant moins de 2,5% de la population et vivant pour la plupart à l'étranger, de concentrer 70% des terres cultivables entre leurs mains pour n'en exploiter réellement que 12 %.

Le gouvernement guatémaltèque instaure également des limites à sa politique : si au moins deux tiers de leur surface sont cultivés, les exploitations de plus de 271 hectares¹² échappent au rachat forcé des terres laissées en jachère. Quant aux propriétaires contraints à la vente de parcelles inutilisées, ils sont dédommagés à hauteur des biens perdus évalués sur base de leur dernière déclaration fiscale. Loin de la collectivisation rigide qui marqua au fer rouge l'URSS des années 1930^{viii}, la réforme agraire du Guatemala ne veut pas monopoliser les terres au seul profit de l'appareil d'état, mais bien les redistribuer massivement à la population pour faire naître une large couche sociale de petits paysans propriétaires. Enfin, contrairement aux dirigeants corrompus confondant les finances publiques avec leur compte en banque personnel, Jacobo Árbenz ne se croit pas au-dessus des lois : devenu lui-même un riche propriétaire terrien par son mariage avec Maria Cristina, il cède environ 688 hectares aux paysannes sans-terre du Guatemala.

Pour ces éternels spoliés de l'histoire coloniale, c'est enfin l'espoir d'une vie décente. Huit années après la destitution révolutionnaire du dictateur Jorge Ubico, leurs votes démocratiques ont fait germer une graine d'état-providence obtenue par la voie de réformes politiques devant largement bénéficier à la population. Mais dans l'univers capitaliste, hiérarchisé par des Réseaux-Bourgeois entremêlant mondes politiques et marchands, on n'avait pas l'intention d'offrir un tel plaisir à des indigènes et des pauvres menaçant de puissants intérêts financiers.

Quand les amitiés politico-marchandes sèment une dictature^{ix}

Lorsque le gouvernement Árbenz annonce sa réforme agraire, il produit une onde de choc internationale qui remonte jusqu'à Boston où vit Sam Zemurray (1877-1961). Cet homme est alors le principal actionnaire de la United Fruit Company et, par conséquent, le plus grand propriétaire foncier du Guatemala. Enrichi en graissant la patte à de nombreux dictateurs, cet étranger juge insupportable le changement de cap politique imprimé par la démocratie bourgeonnante au Guatemala. Suivons à nouveau les mots d'Eduardo Galeano : « Les malheurs de Sam Zemurray ont commencé quand le président Juan José Arévalo a obligé la compagnie à respecter le syndicat et le droit de grève. Mais maintenant, c'est pire. Le nouveau président Jacobo Árbenz met en route la réforme agraire et arrache à la United Fruit les terres non cultivées, commence à les répartir entre cent mille familles et agit comme si le Guatemala était dirigé par les sans-terre, les illettrés, les sans-pain, les sans. »^x

Hélas pour ces familles, Sam Zemurray n'est pas n'importe qui. Il vit aux États-Unis, dans un puissant pays où il possède des relations privilégiées qui vont du sommet de l'appareil d'état jusqu'aux

¹² Pour se faire une idée concrète, un hectare équivaut approximativement à la superficie d'un grand terrain de football.

ramifications diplomatiques. Dans la toile de son réseau, Sam Zemurray peut notamment épingler les soutiens suivants :

- Spruille Braden (1894-1978) : ambassadeur des États-Unis dans plusieurs pays d'Amérique latine, il reçoit un salaire complémentaire pour jouer les lobbyistes au profit de la United Fruit depuis 1948 ;
- Walter Bedell Smith (1895-1961) : directeur de la *Central Intelligence Agency*¹³ (CIA) de 1950 à 1953, il occupe ensuite un siège au sein du conseil d'administration de la United Fruit ;
- John Moors Cabot (1901-1981) : secrétaire d'état aux Affaires interaméricaines, c'est aussi le frère de Thomas Cabot qui a été président de la United Fruit ;
- Henry Cabot Lodge (1902-1985) : représentant américain aux Nations Unies et futur colistier de Nixon pour l'élection présidentielle de 1960, ce sénateur est actionnaire de la United Fruit qui lui verse à plusieurs reprises de l'argent en échange de discours au Sénat américain ;
- Ann Cook Withman (1908-1991) : secrétaire personnelle du président Eisenhower, elle est mariée avec le chef des relations publiques de la United Fruit ;
- Robert Hill (1917-1978) : ambassadeur des états-Unis au Costa Rica, il sera plus tard membre du directoire de la United Fruit.

Ces connivences suffisent amplement à prolonger l'onde de choc, née d'une graine d'état-Providence au Guatemala, de Boston jusqu'à Washington : « Le gouvernement des États-Unis considère comme une attaque que le gouvernement du Guatemala se penche sérieusement sur les livres de comptabilité de la United fruit. À titre d'indemnisation, Arbenz a l'intention de payer la valeur que la compagnie elle-même avait attribuée à ses terres, pour falsifier ses déclarations fiscales. John Foster Dulles, secrétaire d'État, exige vingt-cinq fois plus. »^{xi}

Le nom est lâché : John Foster Dulles (1888-1959). Avec son frère cadet Allen Dulles (1893-1969), c'est la paire d'as imparable dans la manche de Sam Zemurray. À l'époque où le dictateur Jorge Ubico régnait encore au Guatemala, John Foster Dulles et Allen Dulles étaient deux avocats du cabinet Sullivan and Cromwell, où ils comptaient parmi leurs clients la firme United Fruit. En 1935, ce sont eux qui négocient en son nom un accord très avantageux d'achat de terres avec le dictateur Jorge Ubico. Et quand des années plus tard la réforme agraire du gouvernement Arbenz donne des aigreurs d'estomac à Sam Zemurray, les deux avocats sont respectivement devenus secrétaire d'état des états-Unis (ministre des Affaires étrangères si on préfère) et directeur de la Central Intelligence Agency (CIA) - Allen Dulles succédant à Walter Bedell Smith à ce poste en 1953. Il n'en faut pas plus pour déclencher un jeu de dominos tyrannique.

Orchestré par la CIA avec l'aval de la Maison Blanche, les états-Unis préparent un violent changement de régime au Guatemala. Tout d'abord, l'Oncle Sam cherche des appuis sur place qu'il trouve notamment au sein de l'église catholique, avec la complicité de l'archevêque Mariano Rossel y Arellano prêt à appuyer ce qu'il nomme une « croisade libératrice ». Les relais sont également bienvenus à l'échelle internationale : aux Nations Unies, le représentant américain Henry Cabot Lodge bloque toute demande d'aide en faveur du Guatemala ; supervisée par le secrétaire d'état John Foster Dulles, la diplomatie américaine obtient la complicité tacite de l'Angleterre et de la France qui laisseront faire ; en connivence avec les ambassadeurs américains cités plus haut, la diplomatie américaine dispose également, dans les pays voisins du Guatemala, de l'aval des dictateurs locaux pour mettre à disposition aéroports et camps d'entraînement militaire. La CIA finance alors le recrutement d'une armée de

¹³ Le 13 juin 1942, les États-Unis créent l'*Office of Strategic Services* (OSS, « Bureau des services stratégiques ») pour collecter des informations et conduire des actions « clandestines » dans le cadre de la deuxième guerre mondiale. Celle-ci terminée, l'OSS est démantelée à la fin de l'année 1945 pour être remplacée par une institution permanente : la *Central Intelligence Agency* (CIA).

mercenaires et lance une vaste campagne de propagande reposant sur un mensonge éhonté : le président élu Jacobo Árbenz ne serait qu'un pantin aux ordres de Moscou. Pour diffuser ce message jusqu'aux régions rurales les plus reculées du Guatemala, des avions des services secrets américains spécialement équipés volent à basse altitude en diffusant un prêche de l'archevêque Mariano Arellano, appelant la population à se révolter contre l'emprise du communisme sur le pays. À l'échelle planétaire, la CIA bombarde « l'opinion publique mondiale de nouvelles, d'articles de déclarations, de pamphlets, de photos, de films, de bandes dessinées sur les atrocités communistes au Guatemala. Ce matériel pédagogique, qui n'avoue jamais son origine, provient des services de la United Fruit à Boston et des services du gouvernement à Washington. »^{xii}

En pleine période d'état-Providence dans les pays industrialisés, on retrouve ici cette vieille collusion politico-affairiste caractéristique des états-Bourgeois occidentaux du XIX^e siècle, où le gratin des sphères publiques et marchandes entretiennent des relations privilégiées pour marcher sur le monde comme s'il leur appartenait. À cette nuance près que les structures organisatrices ne sont plus exclusivement nationales, mais aussi internationales. Notamment lorsque les services secrets américains cherchent un homme de paille, servile si possible, pour devenir le nouveau leader officiel du Guatemala. Cette marionnette, les états-Unis la trouvent en la personne d'un militaire guatémaltèque formé au Kansas et exilé au Honduras : le colonel Carlos Castillo Armas (1914-1957).

Le piège construit pièce par pièce, reste à déclencher le domino d'un coup de bluff odieux : « On transforme le bourreau en victime et la victime en bourreau. Ceux qui préparent l'invasion du Guatemala depuis le Honduras attribuent au Guatemala l'intention d'envahir le Honduras et toute l'Amérique centrale. »^{xiii} Le 18 juin 1954, la CIA déploie au Guatemala une vaste campagne de guerre psychologique à l'aide d'une radio faussement rebelle, la Voix de la Libération, qu'elle a créée de toutes pièces mais qui se présente comme une initiative d'insurgés locaux. Les messages diffusés sur les ondes sont tout aussi fictifs : ils narrent en direct l'avancée héroïque, dans les jungles du Guatemala, d'une puissante armée emmenée par le grand libérateur Castillo Armas. En réalité, l'homme de paille est toujours au Honduras où il attend, patiemment, les instructions de l'Oncle Sam avec une troupe finalement pas si impressionnante que ça. Mais tout le monde l'ignore au Guatemala où le matraquage de la *Voix de la Libération* est partout : dans les régions rurales avec des avions spécialement équipés à cet effet, et dans la capitale avec un puissant émetteur installé sur la terrasse de l'ambassade américaine. Croyant réellement qu'une puissante armée s'approche pour en découdre, de hauts-gradés militaires guatémaltèques prennent peur et certains désertent. En décollant d'aéroports situés dans les dictatures voisines, les états-Unis en profitent pour bombarder le pays et intensifier la guerre psychologique. En guise de soutien, le gouvernement démocratiquement élu ne peut pratiquement compter que sur la résistance populaire, animée notamment par un certain Ernesto Che Guevara (1928-1967). À l'étranger, les chancelleries européennes se taisent dans toutes les langues du monde et tournent pudiquement les yeux ailleurs. Le 27 juin, convaincu lui aussi qu'une puissante armée rebelle approche de la capitale au risque de provoquer un bain de sang, Jacobo Árbenz finit par demander l'asile politique à l'ambassade du Mexique.

C'est ainsi qu'une dictature militaire prend le pouvoir au Guatemala avec, à sa tête, l' élu des Américains : Castillo Armas. Dans les mois qui suivent son arrivée au pouvoir, plus de 9.000 sympathisants du gouvernement de Jacobo Árbenz sont assassinés ou emprisonnés. Autoritaire à l'excès, Castillo Armas déploie rapidement un éventail de mesures liberticides comme l'annulation de la réforme agraire, la privation du droit de vote pour les illettrés majoritaires dans la population¹⁴, la censure de toute littérature subversive (dont les œuvres de Victor Hugo et Fedor Dostoïevski), l'interdiction des partis politiques et organisations paysannes, la condamnation à mort des organisatrices de grèves, sans

¹⁴ Rappelons ici que les Aztèques et les Mayas utilisaient une écriture pictographique. Leur « analphabétisme » s'explique donc par une dépossession de savoirs ancestraux et l'imposition de normes culturelles étrangères.

oublier de se donner les pleins pouvoirs exécutifs et législatifs. Corrompu et incompetent, il désole très vite le gouvernement américain qui découvre son nouvel allié incapable de gérer le pays, à charge pour les États-Unis de combler les trous du budget du Guatemala dont les moyens financiers fondent comme neige au soleil. Non seulement l'Oncle Sam s'y résout, mais il livre aussi des armes et assure des formations pour les forces de l'ordre locales. Et comme le nouveau régime militaire est fermement décidé à tuer dans l'œuf toute contestation interne, ce sont finalement des escadrons de la mort de sinistre mémoire auquel le gouvernement américain prête vie au Guatemala. Enlèvements d'opposants et exécutions sommaires vont devenir monnaie courante dans ce pays où la population est livrée, avec le soutien constant des États-Unis, à un régime militaire où les tyrans se succèdent dans une cruelle monotonie. En 1982, le général Efraín Ríos Montt (1926-2018) fait ainsi tout son possible pour éradiquer la culture maya : sous le prétexte d'en finir avec les mouvements de résistance armée dans les campagnes, il rase des centaines de villages et massacre près de 10.000 indiennes. Certaines sont jetées dans l'océan Pacifique depuis des hélicoptères. Indispensables pour transmettre leur culture orale aux plus jeunes, les indigènes âgés sont particulièrement visés par cette politique d'extermination. Le général Efraín Ríos Montt fait également flamber d'innombrables champs de maïs - lequel n'est pas seulement une nourriture pour les estomacs indigènes, mais aussi l'un de leurs nombreux Dieux chargés de maintenir l'équilibre cosmique. De 1981 à 1983, cette politique de la terre brûlée contraint entre 500.000 et 1,5 million de Guatémaltèques à quitter leurs terres pour se réfugier où ils peuvent. Très majoritairement, les violences de l'état guatémaltèque sous influence américaine s'abattent en priorité sur les indigènes. Mais elles frappent également les Latinos, les milieux de gauche clandestins, les sympathisants de la résistance, les membres d'organisations rurales, les intellectuels ainsi que les prêtres partisans de la théologie de la libération qui placent l'église du côté des plus pauvres¹⁵. D'après des estimations forcément incertaines, la répression aurait fait 40.000 disparus et 160.000 morts durant les 42 ans de dictature qui ont suivi la chute de Jacobo Árbenz. Comparaison n'est pas raison, mais tout de même : après avoir évincé un gouvernement démocratique pour offrir le pouvoir à une clique de fous furieux sanguinaires, les états-Unis ont en quelque sorte déclenché un « 11 septembre 2001 » décimant plus de 3.000 personnes, chaque année, durant quatre décennies au Guatemala^{xiv} !

Tyrannies politiques et commerce mondial

Cette tragédie marquant au fer rouge un pays « indépendant » ne fut pas - loin s'en faut - le seul fait d'armes monstrueux commis par les États-Unis et ses complices occidentaux à l'encontre d'anciennes colonies. À cela, plusieurs explications complémentaires.

Tout d'abord, il faut se souvenir qu'au moment où le gouvernement Árbenz est renversé par les États-Unis, de nombreux états-Providence occidentaux mènent aussi des guerres raciales (comment les nommer autrement ?) pour préserver leur mainmise sur de vastes territoires coloniaux. Vus de la métropole, ces peuples étaient encore souvent regardés comme des sauvages primitifs à peine plus évolués que des animaux, ou comme de grands enfants naïfs qu'il fallait surveiller et gronder quand nécessaire. Et voilà que ces ingrats osaient prendre les armes pour tourner le dos à l'œuvre « civilisatrice » (*sic*) en voulant voler de leurs propres ailes ! D'Afrique en Asie, de nombreux mouvements révolutionnaires de libération durent ainsi user de méthodes violentes (attentats, conflits armés, émeutes, sabotages, etc.) pour conquérir leur indépendance.

¹⁵ En 1968, lors du congrès de Medellín du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), le prêtre péruvien Gustavo Gutiérrez utilise pour la première fois cette expression - la *théologie de la libération* - qu'il développera ensuite dans un livre paru en 1972.

Par-delà les préjugés racistes, il y avait aussi de quoi provoquer des frissons d'angoisse dans les pays industrialisés : sans vastes territoires, pieds et poings liés à la métropole, comment celle-ci accéderait-elle aux matières premières, ressources naturelles et autres sources d'énergie nécessaires à la croissance économique, elle-même indispensable à l'imaginaire collectif des états-Providences naissants ? En effet, la fin de la deuxième guerre mondiale marque la montée en puissance du mouvement ouvrier avec la démocratisation des institutions occidentales, où les syndicats et le monde associatif deviennent des contre-pouvoirs officiels. Les politiques ambitieuses qui sont alors adoptées en faveur d'une redistribution locale et massive des richesses sont finalement acceptées par le patronat qui, loin d'y perdre des plumes, va y gagner d'incroyables opportunités lorsque des millions de personnes, jadis pauvres, vont se retrouver avec de l'argent (*merci les augmentations de salaire !*) à dépenser lors de leur temps libre (*merci les réductions collectives du temps de travail !*). Bref, l'État-Providence va faire naître une sorte d'imaginaire commun entre les mondes ouvriers et patronaux. Un imaginaire collectif ancré sur la croissance économique, et la promesse que ses fruits seront partagés de manière à ce que tout le monde - dans les pays riches évidemment - puisse accéder au plaisir de consommer une multitude de produits nouveaux. C'est pourquoi, dans les chancelleries et les entreprises occidentales, le besoin d'accéder aux ressources naturelles de pays lointains était vital ; bien davantage que le bien-être des millions de personnes vivant dans ces pays anciennement colonisés ou sur le point d'arracher leur indépendance... D'une manière ou d'une autre, il fallait maintenir ouvertes leurs frontières au commerce et s'assurer que les gouvernements en place soient favorables aux intérêts occidentaux. Non pas en installant des régimes démocratiques bienveillants ni en laissant les populations locales décider librement de leur sort - là n'était pas la priorité - mais en acceptant de solder tous ces pays (avec leurs populations, leurs ressources minières et naturelles) au prix le plus bas possible sur la grande braderie du commerce mondial. Pour y parvenir, les pays industrialisés (États-Unis en tête) ont pratiqué, à l'échelle planétaire, un jeu forcé de chaises musicales : dès qu'un leader indépendantiste ou nationaliste veillait réellement à défendre les intérêts de son pays, il fallait coûte que coûte l'éjecter du pouvoir pour le remplacer par des dirigeants plus malléables.

Il en fut ainsi notamment pour le Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh (1882-1967). Depuis les premières découvertes de pétrole en Iran au début du XX^e siècle, ce sont les Britanniques qui empochent l'essentiel des profits via leur firme *Anglo-Iranian Oil Company*, et la complicité de dirigeants iraniens pro-britanniques qui acceptent de brader à vil prix les trésors du sous-sol de leur pays. À chaque litre de pétrole iranien vendu, c'est Londres qui touche le pactole, seule une infime part des revenus pétroliers restant dans le pays producteur. Quant aux travailleurs du secteur, ils sont payés une aumône : 50 cents par jour en 1941. C'est pourquoi, comme l'écrit le journaliste Tim Weiner, « tandis que directeurs et techniciens britanniques profitaient des piscines et des clubs privés, les Iraniens travaillant dans les exploitations pétrolières vivaient dans des taudis sans eau courante, sans électricité et sans tout-à-l'égout. »^{xv} Mais le vent tourne soudainement quand le Parlement iranien décide, en 1951, de nationaliser les réserves de pétrole du pays. En Grande-Bretagne, c'est la stupeur... bientôt suivie d'une fureur indescriptible. Un embargo britannique est décrété sur le pétrole iranien en septembre 1951. Le mois suivant, le retour de Winston Churchill (1874-1965) au *10 Downing Street*¹⁶ ne calme pas les choses, loin s'en faut : cette icône occidentale de la résistance à l'Allemagne nazie envisage ni plus ni moins d'envahir l'Iran avec une armée de 70.000 hommes. Jouant un pays capitaliste contre l'autre, le Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh appelle les États-Unis à la rescousse. Si l'Oncle Sam calme officiellement les ardeurs belliqueuses de la Grande-Bretagne, c'est pour mieux conclure un pacte secret avec elle : main dans la main, les services secrets américains (la CIA) et britanniques (le *Secret Intelligence Service*) organisent un coup d'état. Puisant dans ses fonds secrets, la CIA déverse un million de dollars sur l'Iran tantôt pour corrompre des élus parlementaires, tantôt pour salir la réputation du Premier ministre Mohammad Mossadegh. Payés par l'Oncle Sam, des mollahs prêchent ainsi dans les

¹⁶ Il s'agit de la résidence officielle du Premier ministre du Royaume-Uni.

mosquées contre le gouvernement iranien qu'ils accusent de laxisme dans la répression du parti communiste iranien, le *Tudeh*, normalement proscrit dans le pays. Le 17 août 1953, des centaines d'agitateurs également recrutés par la CIA se font passer pour des communistes et saccagent différents symboles nationaux dans les rues de Téhéran. Bien que la tentative de déstabilisation échoue, la CIA repasse les plats deux jours plus tard en finançant des centaines de manifestants hétéroclites - gros bras et membres de diverses tribus du sud du pays - appelant à la démission de Mohammad Mossadegh, tandis que des militaires à la solde de l'Oncle Sam s'emparent de bâtiments clés dans la capitale iranienne. Le gouvernement tombe dans la nuit, et le Premier ministre est fait prisonnier le lendemain matin (il sera ensuite condamné à trois ans de prison et finira sa vie en résidence surveillée). Là encore, le nouveau dirigeant choisi conjointement par les États-Unis et la Grande-Bretagne est un tyran de la pire espèce : le général Mohammad Fazlollah Zahedi (1892-1963) inaugure un régime de terreur, reposant notamment sur la SAVAK (Sāzmān-e Ettelā'āt va Amniyat-e Keshvar, l'organisation chargée de la sécurité intérieure) qui s'abat sur la population iranienne durant plus d'un quart de siècle. Au fil du temps, les excès de cette dictature pro-occidentale pousseront à la radicalisation un Iranien exilé en France que le monde entier découvrira, en 1979, lorsqu'une nouvelle révolution (anti-occidentale cette fois) le mènera au pouvoir sous le nom de l'Ayatollah Khomeini (1902-1989)^{xvi}.

Pour souligner que l'Iran est loin d'être un cas isolé, descendons plus au sud vers l'Afrique centrale. Lorsque le Congo s'apprête à larguer les voiles au grand dam de la Belgique, c'est un certain Patrice Lumumba (1925-1961) qui remporte haut la main les premières élections nationales organisées en mai 1960. Nommé Premier ministre conformément à la nouvelle constitution congolaise, ce brillant orateur à la personnalité charismatique hérite d'un pays saigné à blanc par Bruxelles, le roi Léopold II (1835-1909) s'étant tristement distingué par sa cruauté sans bornes pour imposer le travail forcé et mater toute rébellion dans cette colonie qui fut longtemps sa propriété personnelle¹⁷. Après des décennies de terreur blanche n'ayant rien à envier aux méthodes des Bolcheviks de Moscou dans les années 1930, voilà le Congo enfin libéré de ses entraves coloniales comme s'en réjouit Patrice Lumumba lors de la cérémonie officialisant l'Indépendance : « Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des "nègres". Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses ; exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort même. Nous avons connu qu'il y avait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillettes croulantes pour les Noirs. Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation ? Nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout haut : tout cela est désormais fini. La République du Congo a été proclamée et notre cher pays est maintenant entre les mains de ses propres enfants. Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur. »^{xvii} Un discours tranchant et une volonté de prendre son envol qui ne correspondent pas du tout au casting politique imaginé dans l'ancienne métropole. Après avoir fomenté la sécession du très riche Katanga pour déstabiliser Patrice Lumumba, la Belgique s'entend avec la CIA pour armer et financer une rébellion

¹⁷ C'est à la Conférence de Berlin, en 1885, que les principales puissances européennes attribuent le Congo à une société privée détenue par le souverain de Belgique, Léopold II. Pour imposer le travail forcé aux indigènes, les autorités coloniales usent de politiques terroristes incluant notamment la prise en otage des familles, la répression brutale des villages refusant de s'exécuter, ainsi que la torture et la mutilation des indigènes ne respectant pas les quotas de production décidés à Bruxelles. Révélées par des missionnaires anglais et suédois travaillant au Congo, ces exactions font scandale sur la scène internationale et poussent le roi Léopold II à faire un pas de côté : il perd sa colonie qui devient officiellement territoire belge en 1908. Pour pouvoir importer les précieuses richesses locales jusqu'à Bruxelles, la métropole belge impose aux indigènes la construction de la ligne de chemin de fer Congo-Océan devant traverser montagnes, jungle, précipices, torrents et marais. Les conditions de travail sont si épouvantables qu'il faut sans cesse recruter de la main-d'œuvre pour compenser les 17.000 à 20.000 personnes qui y laissent leur vie entre 1921 et 1934.

portée par un homme plaisant bien davantage à Bruxelles et Washington : Joseph-Désiré Mobutu (1930-1997). Avec l'aide de la CIA, Mobutu parvient à capturer Lumumba qu'il livre aux autorités katangaises qui le torturent et l'exécutent, puis dissolvent son corps dans l'acide avec la complicité d'officiers belges¹⁸. Devenu maître du pays en 1965, Mobutu va régner par la terreur en imposant l'une des pires dictatures qui soient. Conjuguant le culte de la personnalité à la corruption, le clientélisme au massacre d'opposants, l'enrichissement personnel au pillage éhonté du pays, Mobutu tue les gens et gave ses comptes en banque de millions de dollars en toute impunité durant trois décennies. Sûr de son fait, il se rebaptise Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga (littéralement : « Mobutu le guerrier qui va de victoire en victoire sans que personne ne puisse l'arrêter ») et s'autoproclame Maréchal-Président du Zaïre. Une stabilité politique forgée grâce au soutien inconditionnel des états-Unis, ravis par ce dictateur livrant à la voracité du monde des affaires les immenses richesses du pays : caoutchouc, cuivre, cobalt, diamants, étain, or, uranium, sans oublier une main-d'œuvre aux salaires indigents garantis par la poigne de fer du régime. En lieu et place de la paix, de la prospérité et de la grandeur promises jadis par l'éphémère Premier ministre Patrice Lumumba, Bruxelles et Washington ont transformé le Congo en enfer violent, misérable et décadent. Une plaine de jeux disponible tous les jours de l'année pour les industries minières, mais payée au prix fort par les populations locales auxquelles fut volé le droit légitime à décider de leur avenir collectif. Dans deux romans poignants publiés respectivement en 1968 (*Les Soleils des Indépendances*) et 1998 (*En attendant le vote des bêtes sauvages*), l'écrivain Ahmadou Kourouma (1927-2003) a couché sur papier cette sordide tranche d'histoire africaine, née de l'alliance entre des dictateurs sans scrupules et le cynisme géopolitique de gouvernements et firmes privées occidentales. Des Réseaux-Bourgeois de pouvoir internationaux prêts à toutes les infamies pour conserver un perpétuel droit d'accès aux œufs d'or des « anciennes » colonies.^{xviii}

Quand la « peur du rouge » se mue en amour des dictatures

Coups d'état, meurtres, corruption de la classe politique, pluie de millions de dollars finançant l'organisation de mouvements d'opposition afin de pousser au chaos social ou à la guerre civile, trucage et fraudes électorales, guerre psychologique, propagande politique, sanctions et sabotages économiques à l'encontre des populations ayant « mal » choisi leurs dirigeants politiques : rien n'aura été épargné aux anciennes colonies qui ont porté au pouvoir, par les urnes, des gouvernements réellement indépendantistes voulant faire germer des graines d'état-Providence sur leur territoire.

Nouveau centre de gravité du monde capitaliste au sortir de la deuxième guerre mondiale, les états-Unis ont joué un rôle déterminant dans cette tragédie sanglante qui fit bégayer l'histoire, volant une fois encore leur droit à l'indépendance à plusieurs centaines de millions d'humains. à rebours des discours solennels vantant « le droit de chaque nation à une forme de gouvernement et à un système économique de son choix » et le rejet formel de « toute tentative d'une nation de dicter à d'autres nations sa forme de gouvernement » - comme le formula le président américain Dwight D. Eisenhower (1890-1969) devant un parterre d'éditeurs médiatiques en avril 1953^{xix} -, la Maison Blanche et ses alliés internationaux se fichaient comme d'une guigne des populations locales dès lors que des intérêts géopolitiques étaient en jeu.

¹⁸ Selon la Commission parlementaire belge chargée de faire la lumière sur l'assassinat de Patrice Lumumba, quatre représentants belges (le commissaire de police Frans Verscheure, le capitaine Julien Gat, le lieutenant Michels et le brigadier Son) ont participé à la décision d'éliminer physiquement le vainqueur des premières élections démocratiques du Congo.

En 1973, soit vingt ans après le renversement du Premier ministre iranien Mohammad Mossadegh, dans un pays considéré comme une démocratie stable depuis des décennies, c'est le président socialiste Salvador Allende (1908-1973) qui se retrouve brusquement dans le viseur d'une énième conjuration bourgeoise, associant notamment la CIA à de puissantes firmes privées. Afin de protéger ses intérêts financiers au Chili qu'elle juge menacés par le choix politique de la population, la compagnie américaine International Telephone & Telegraph (ITT) dépense des centaines de millions de dollars pour mettre des bâtons dans les roues du gouvernement sorti des urnes. Propriétaire de nombreuses mines de cuivre, le magnat chilien Agustín Edwards (1927-2017) fait renflouer son journal conservateur, *El Mercurio*, par la CIA qui lui verse la somme de 1,95 million de dollars en échange d'édits et d'articles crachant, jour après jour, leur fiel contre Salvador Allende. Pour rendre ce socialiste réformiste incompetent aux yeux du monde entier, la diplomatie américaine coupe également toute forme d'assistance internationale au Chili au moment où la CIA dépense plus de dix millions de dollars pour financer des mouvements massifs de contestation à l'intérieur du pays. L'objectif commun de tous ces conspirateurs est de faire sombrer le Chili socialiste dans un chaos politique et social indescriptible, dans l'espoir de pousser à la faute répressive Salvador Allende qu'on pourrait alors qualifier de « tyran communiste », ce qui justifierait de le renverser d'une façon pouvant paraître légitime aux yeux de l'opinion publique mondiale. Mais Salvador Allende est un démocrate respectueux des procédures légales, et c'est finalement par un coup d'état militaire que la CIA lui règle son compte avec la complicité d'un haut-gradé chilien opportuniste : Augusto Pinochet (1915-2006). Durant les 17 ans que dura sa dictature, plus de 130.000 personnes furent emprisonnées pour raisons politiques, près de 30.000 torturées et plus de 3.000 sont mortes ou disparues à jamais. Parmi eux : les indiens Mapuches vivant dans le sud du Chili et, bien entendu, les Rouges (qu'elles soient socialistes ou communistes) éprises par le chemin émancipateur de l'état-Providence^{xx}.

Bien sûr, personne à Washington ne se vantait officiellement de renverser des gouvernements démocratiquement élus (les actions clandestines de la CIA restant cachées aux élus parlementaires et au commun des mortels). Par contre, le soutien manifeste des états-Unis à des dictatures militaires ou des régimes d'extrême-droite se justifiait d'un refrain inamovible : coûte que coûte, il faut empêcher le démon communiste incarné par Moscou de se répandre sur la planète. En dépit de leur alliance contre l'ogre nazi, et bien que Joseph Staline ait eu le privilège d'être nommé deux fois *Homme de l'année* (en 1939 et 1942) par le prestigieux magazine *Time*, le climat entre l'Est et l'Ouest n'était plus du tout à la détente dans les années 1950. Aux États-Unis, leader du monde qui s'autoproclamait libre en raison de ses progrès démocratiques et sociaux conquis par le monde ouvrier, la peur du rouge s'était emparée des élites redoutant comme la peste toute expansion géographique du communisme. La Maison Blanche vit d'ailleurs son pire cauchemar devenir réalité quand Máo Zédōng (1893-1976) remporta, en 1949, la guerre civile en Chine, créant sur ce vaste territoire asiatique une *République populaire* rouge aux dérives autoritaires patentes. Dans une paranoïa collective dont elle est coutumière, la superpuissance américaine considéra tous les indépendantistes et nationalistes -voulant corriger chez eux les inégalités résultant de siècles de colonisation - comme étant nécessairement des pantins rouges aux ordres de Moscou. Qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires, épris de démocratie ou tentés par l'autoritarisme, leur accession au pouvoir dans les pays périphériques de l'économie-monde fut jugée inacceptable par les pays dominant la sphère d'influence occidentale.

Contrôlé conjointement par la CIA, le Pentagone et le Département d'état américain, un programme d'hégémonie politique initié par le président Eisenhower (*l'Overseas Internal Security Program*) va dès lors financer une foule de dictateurs et leurs forces armées répressives à travers le monde entier : « Le programme permit de former 771.217 militaires et policiers étrangers dans vingt-cinq pays. Les aires les plus fertiles coïncidaient avec celles dont le terrain avait été préparé par l'action clandestine de la CIA. Le programme avait aidé à créer une police secrète au Cambodge, en Colombie, en Corée du Sud, en Équateur, au Salvador, au Guatemala, en Iran, en Irak, au Laos, au Pérou, aux Philippines, au Sud-

Vietnam et en Thaïlande, pays dans lesquels ministère de l'Intérieur et police nationale travaillaient en étroite liaison avec l'antenne de la CIA. L'Agence installa aussi une académie internationale de police au Panama et une "école de bombes" à Los Fresnos au Texas, qui formait des officiers originaires d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud - dont les futurs chefs des escadrons de la mort du Salvador et du Honduras. »^{xxi} Comme le nota dans ses notes privées Robert Amory, chef du directoire du Renseignement américain sous les présidences de Dwight D. Eisenhower et John Fitzgerald Kennedy (1917-1963), « il n'y avait parfois qu'un pas de la salle de classe à la chambre de torture. »

Un pas allègrement franchi par l'Amérique qui trop souvent, dans de nombreux pays « décolonisés », poussa vers les sommets de l'état des militaires sanguinaires et des tyrans sans scrupules, déclenchant ainsi des vagues massives d'emprisonnements politiques, d'interrogations sous la torture, de rapt d'enfants¹⁹, de massacres et d'éliminations physiques des contestataires. Que ces purges visent des indigènes, des opposantes démocratiques ou des Rouges de toutes obédiences (réformistes comme révolutionnaires), force est de constater que le monde « libre » a sciemment éliminé - symboliquement et physiquement - les gens porteurs d'une idéologie solidaire dans une foule d'anciennes colonies. Partout où c'était possible, l'objectif fut d'empêcher toute mutualisation des richesses pour imposer aux forçeps la privatisation sans limites des ressources nationales, mais aussi maintenir les pays ciblés solidement arrimés, dans une position subalterne, au commerce mondial.

Après avoir mené et perdu des guerres coloniales, les alliances politico-marchandes ont cherché, au lendemain de leurs défaites militaires, à conserver leur emprise sur de vastes territoires officiellement indépendants, mais absolument indispensables au développement économique des pays industrialisés. Pour y parvenir, les coups d'état militaires étaient en quelque sorte le dernier recours utilisé par la CIA. Mais c'était loin d'être le seul dispositif d'ingérence des Réseaux-Bourgeois internationaux qui disposaient également, dans leur panoplie d'outils géopolitiques, d'instruments asservissants comme l'endettement forcé, la corruption et la manipulation des termes de l'échange.

La spirale de la dette : une autre relation maître-esclave²⁰

Pour mieux comprendre l'usage géopolitique des dettes, commençons par suivre les pérégrinations d'un certain John Perkins. Dans les années 1970, ce consultant employé par la société *Main* parcourt de nombreux pays (Colombie, équateur, Guatemala, Indonésie, Irak, Iran, Panama, Venezuela, etc.) pour prodiguer des conseils d'investissements stratégiques à leurs dirigeants nationaux : « Mon travail serait de prévoir les effets qu'aurait l'investissement de milliards de dollars dans tel ou tel pays. Plus spécifiquement, je devrais produire des études établissant des projections de croissance économique pour les vingt ou vingt-cinq prochaines années en évaluant les conséquences de divers projets. »^{xxii}

En réalité, ce poste de consultant dans la société *Main* n'est qu'une façade, la firme travaillant en sous-marin pour des projets clandestins du gouvernement américain. Concrètement, lors de ses rencontres avec des dirigeants de pays « libres », John Perkins devait cocher les deux objectifs suivants : « Premièrement, je devais justifier d'énormes prêts internationaux dont l'argent serait rédigé vers *Main* et d'autres compagnies américaines (comme Bechtel, Halliburton, Stone & Webster et Brown & Root) par le biais de grands projets de construction et d'ingénierie. Deuxièmement, je devrais mener à la

¹⁹ Plusieurs dictatures proaméricaines ont arraché des milliers d'enfants à leurs parents, arbitrairement emprisonnés ou tués sans autre forme de procès, pour les faire élever par des partisans du régime.

²⁰ Toutes les citations de ce chapitre sont extraites de John Perkins, *Les confessions d'un assassin financier (Révélations sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis)*.

banqueroute les États qui recevraient ces prêts (après qu'ils auraient payé Main et les autres entreprises américaines, évidemment), de sorte qu'ils seraient à jamais redevables à leurs créanciers et constitueraient donc des cibles faciles quand nous aurions besoin d'obtenir leurs faveurs sous la forme de bases militaires, de vote aux Nations unies ou de l'accès au pétrole et à d'autres ressources naturelles. »^{xxiii}

Le travail de John Perkins consiste donc à pousser vers la faillite des pays entiers pour faire de leurs dirigeants (quelque soient les majorités politiques en place) d'éternels obligés du monde occidental. Par l'impôt et les taxes, les populations locales devront ensuite payer *ad vitam aeternam* des taux d'intérêts exorbitants servant de laisse financière collective. Caché à Washington ou dans une institution bancaire, le Maître de la dette (plus occidental que jamais) n'a officiellement aucun pouvoir politique sur les élites à la tête du pays. Mais au gré de ses humeurs, selon les bons ou mauvais comportements des dirigeants locaux, il peut à volonté tirer sur la laisse des remboursements ou relâcher la bride.

Toutefois, avant d'en arriver là, reste au préalable à convaincre les dirigeants locaux d'entrer dans la combine. Pour enterrer leurs scrupules et les amener à contracter des emprunts massifs au nom de leur pays, John Perkins avait un bâton virtuel et une carotte bien réelle dans les mains. Le bâton, c'était la menace latente de voir intervenir les sbires de la CIA pour résoudre de façon musclée, par l'élimination physique ou le coup d'état, les dirigeants trop altruistes portant en eux ce que les idéaux solidaires ont de plus beau à offrir : des droits, des terres et des libertés aux plus humbles. Quant à la carotte, elle était en or massif et se nommait corruption comme le raconte John Perkins dans ses *Confessions d'un assassin financier* : « L'aspect clandestin de chaque projet, c'est qu'ils avaient pour but de générer d'énormes profits pour les entreprises et de rendre heureuses une poignée de familles riches et influentes du pays récipiendaire, tout en assurant la dépendance financière à long terme et donc la loyauté politique de plusieurs gouvernements du globe. Le montant du prêt devait être le plus gros possible. On ne tenait nul compte du fait que le fardeau de dettes du pays récipiendaire priverait ses plus pauvres citoyens de soins de santé, d'éducation et d'autres services sociaux pendant des décennies. »^{xxiv}

Cette fois encore (comme toujours a-t-on envie de dire), la mission de John Perkins était de faire en sorte que les pays « indépendants » fonctionnent comme des États-Bourgeois. C'est-à-dire qu'une minorité de nantis autoritaires s'y gavent d'argent frais et prospèrent sur un océan de misère en servant à l'économie-monde une main d'œuvre docile et bon marché, sans jamais laisser émerger à l'intérieur des frontières nationales des syndicats organisés ou une société civile libre de s'exprimer. Ainsi, « aider à la croissance économique d'un pays ne fait qu'enrichir les quelques personnes se trouvant au sommet de la pyramide, tout en appauvrissant davantage ceux qui se trouvent en bas. »^{xxv}

Évidemment, le gouvernement américain ne tenait pas à être en première ligne dans l'hypothèse où l'affaire s'ébruiterait. Aussi l'Oncle Sam confiait-il à ses services secrets la sélection des James Bond de l'ombre tout en chargeant des firmes privées complices de les recruter : « Les agences de renseignements américaines, y compris la NSA²¹, dénicheront d'éventuels assassins financiers, qui seraient alors engagés par des compagnies internationales. Ces hommes ne seraient pas payés par le gouvernement, mais plutôt par le secteur privé. Ainsi, leur sale travail, si jamais il était découvert, serait attribué à la cupidité entrepreneuriale plutôt qu'à la politique gouvernementale. De plus, les compagnies qui les engageraient, bien que payées par les agences gouvernementales et leurs contreparties bancaires internationales (avec l'argent des contribuables), seraient à l'abri de la surveillance du Congrès et de la curiosité du public, grâce à des initiatives législatives de plus en plus

²¹ Créée en novembre 1952, la *National Security Agency* (NSA) ou *Agence Nationale de la Sécurité* est un organisme gouvernemental lié au département de la Défense des États-Unis.

nombreuses, telles que les lois sur les marques de commerce, sur le commerce international et sur la liberté de l'information. »^{xxvi}

Sans surprise, on retrouve un casting politico-marchand animé d'intentions impérialistes n'ayant que faire de la démocratie : « Nous promouvions les intérêts de la politique étrangère des États-Unis et des compagnies américaines. Nous étions animés par la cupidité plutôt que par le désir d'améliorer la vie de la majorité des Indonésiens [ou de toute autre population « décolonisée »]. Un mot me vint à l'esprit : corporatocratie. Je ne savais pas si je l'avais déjà entendu ou si je venais de l'inventer, mais je trouvais qu'il décrivait parfaitement la nouvelle élite qui avait décidé de dominer la planète. »^{xxvii} Plongé au cœur de ces Réseaux-Bourgeois internationaux, John Perkins décrit un monde élitiste interlope, « une fraternité très unie de quelques hommes aux buts communs, et dont les membres passaient facilement des conseils d'administration de compagnies à des postes gouvernementaux. Je me rendis compte que Robert McNamara, alors président de la Banque mondiale, en était l'exemple parfait. Il était passé du poste de président de Ford Motor Company à celui de secrétaire à la Défense sous les présidences de Kennedy et de Johnson, et il occupait maintenant le poste le plus important de la plus puissante institution financière du monde. »^{xxviii}

Le libéralisme économique : une oppression politique

Créée au lendemain de la capitulation nazie en 1945, la *Banque Mondiale* a pour objectif initial d'aider à la reconstruction du Japon et des pays européens, ravagés par des années de guerre et des tonnes de bombardements aériens (dont deux bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki). Cette mission remplie, les crédits pour de grands projets d'infrastructures sont réalloués vers les pays maintenus en périphérie de l'économie-monde, via des ententes avec les dirigeants locaux. Qu'il s'agisse d'autocrates à la recherche d'argent frais pour assouvir des délires personnels ou de gouvernements ayant accepté le deal des assassins financiers à la John Perkins, la Banque Mondiale accorde des prêts astronomiques finançant des projets pharaoniques comme, par exemple, la construction de grands barrages et des réseaux électriques adjacents. Grâce aux pots-de-vin et divers accords illicites, les dirigeants corrompus locaux multiplient au passage par dizaines (voire davantage) les millions qui s'entassent sur leurs comptes en banque, tandis que les bénéficiaires font de même dans les bilans financiers des entreprises occidentales engagées pour réaliser les travaux. Par ailleurs, comme tous ces prêts accordés à des dirigeants corrompus sont officiellement conclus au nom des pays qu'ils dirigent, c'est sur les épaules des peuples anciennement colonisés que pèse, pour les générations à venir, le fardeau d'une dette publique auquel nul quidam n'a pourtant consenti. A fortiori quand ces prêts ont été conclus pour financer les caprices personnels d'autocrates pro-occidentaux, comme les éléphants blancs²² du dictateur zaïrois Mobutu Sese Seko. Quelques étages plus bas dans la dépravation morale, certaines banques occidentales vont jusqu'à accorder des prêts massifs pour financer l'achat d'armes que les dictateurs retournent ensuite contre leurs populations, à charge pour ces dernières de s'acquitter des intérêts de la dette conclue pour les opprimer !

Dans les décennies d'après-guerre, divers pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine ont ainsi inexorablement sombré dans une spirale de l'endettement. Et l'objectif inavoué de les mettre sur la paille fut si brillamment atteint qu'il franchit même une frontière inattendue. Dans les années 1980, de nombreuses nations dirigées depuis des lustres par des dictateurs corrompus sont tellement appauvries

²² Ce nom fait référence aux projets dispendieux censés moderniser le Zaïre, comme le barrage hydro-électrique d'Inga et les nombreuses infrastructures urbaines de Kinshasa. Il renvoie également aux palais présidentiels haut-de-gamme que le dictateur se fit construire dans son village natal de Gbadolite.

qu'elles deviennent même incapables de rembourser les taux d'intérêts, devenus trop élevés en regard de leurs moyens financiers. Comme il n'est évidemment pas question de reconnaître la nature frauduleuse des dettes infligées aux populations concernées, une institution sœur de la Banque Mondiale entre en scène : le *Fonds Monétaire International* (FMI). Sur son site web, cette vénérable institution se pare de vertus démocratiques et sociales : « Le Fonds monétaire international (FMI) encourage la stabilité financière et la coopération monétaire internationales. En outre, il s'efforce de faciliter le commerce international, de promouvoir l'emploi et une croissance économique durable, et de faire reculer la pauvreté dans le monde. Le FMI est gouverné par ses 190 pays membres, auxquels il rend compte de son action. »^{xxix}

Pourtant, vu comme un maillon des Réseaux-Bourgeois internationaux, le rôle du FMI est nettement moins glamour qu'annoncé. En lieu et place de l'assemblée démocratique réunissant une multitude de nations, on retrouve le fossé structurel séparant les dominants des dominés au sein des réseaux géopolitiques internationaux : le FMI y est un Maître bourru tenant au bout de sa laisse financière les pays surendettés. Ainsi, dès qu'une nation s'avère incapable de rembourser des taux d'intérêts excessifs, le Fonds Monétaire International débarque et provoque une révolution de palais. Officiellement, le gouvernement en place reste au pouvoir mais il doit impérativement suivre à la lettre les diktats imposés par les consultants du FMI. Qu'ils soient économistes, ingénieurs ou avocats importe peu, ces experts sont en réalité des missionnaires chargés d'imposer l'imaginaire spirituel de l'état-Bourgeois : *vive le libéralisme économique débarrassé de tout carcan social ou solidaire !*

Concrètement, les pays tenus en laisse par le FMI doivent appliquer un chapelet de mesures tirées du bréviaire libéral, censé instaurer une logique vertueuse sur leur territoire. Cela commence par une sévère cure d'austérité chargée de faire fondre le poids des structures publiques. Même si les pays concernés sont loin des standards de l'état-Providence régnant en Europe à la même époque, le peu de services publics qu'ils ont éventuellement développés est encore de trop. Pour disposer d'argent frais, toutes les ressources socialisées potentiellement rentables (comme la distribution de l'eau ou de l'électricité par exemple) doivent être vendues au secteur privé. Heureuse coïncidence : des firmes occidentales cherchent justement à investir leurs capitaux dans ce genre d'activités... Quant aux services publics peu ou non rentables éventuellement existants (comme un réseau de santé solidaire à l'échelle locale par exemple), le mieux est de couper les vivres et d'arrêter les frais, les autorités étant évidemment trop endettées pour dilapider l'argent public en offrant des services collectifs à la population. Après tout, quand on a mal compté ses sous, quoi de plus normal que de se serrer la ceinture ? (*sic*)

En général, ces mesures draconiennes d'austérité ne suffisent pas à tirer du pétrin financier les pays endettés. En complément à la cure d'austérité, les troisièmes couteaux du FMI ajoutent alors une dose supplémentaire de libéralisme économique : pour faire affluer des devises dans un pays, quoi de mieux qu'un solide plongeon dans le grand bain du commerce international ? Les gouvernements sous pilotage du FMI doivent ainsi légiférer pour ouvrir leurs frontières aux investisseurs étrangers (motivés par les privatisations) mais également décupler leurs exportations sur le marché mondial. Là encore, la méthode est autoritaire : alors qu'elles ne sont pour rien dans l'accumulation de la dette nationale, on force des milliers de paysannes à abandonner leurs cultures vivrières grâce auxquelles elles nourrissent leur famille et se font un peu d'argent en vendant leurs surplus éventuels sur les marchés locaux. En lieu et place de ces échanges traditionnels, les communautés paysannes doivent désormais passer leur temps à cultiver des produits d'exportation, afin d'offrir aux pays riches tout le café et les bananes qu'ils désirent. Selon le FMI, ces nouvelles exportations massives sont censées faire affluer des devises étrangères dans les caisses nationales (devises évidemment appelées à s'évaporer aussitôt sous forme d'intérêts vers les comptes en banque off-shore des institutions financières créditrices).

Ainsi s'est créée, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, une spirale de l'endettement enlisant dans la pauvreté les pays dits du « Tiers-Monde ». Nommées *plans d'ajustement structurel*, ces orientations politiques libérales du FMI ont coupé les ailes aux institutions publiques nationales et rogné jusqu'à l'os les services collectifs éventuellement fournis à la population. Par l'ouverture des frontières au commerce mondial, elles ont aussi livré les ressources territoriales à l'avidité des capitaux étrangers. Imposée unilatéralement dans une multitude de pays, ces plans d'ajustement structurels ont forcé des millions de petits producteurs à se lancer, de façon synchronisée, dans les mêmes cultures d'exportation. Saturés de café, de bananes et d'autres produits agricoles affluant de partout simultanément, les prix de vente sur les marchés internationaux de fruits et de légumes se sont effondrés. Autrement dit, les *termes de l'échange* des pays pilotés par le FMI ont chuté : à quantité égale de marchandises vendues à l'étranger, leurs exportations leur ont rapporté moins d'argent. Une catastrophe de plus pour les paysannes converties de force aux cultures d'exportation et payées en cacahuètes. Une aubaine supplémentaire pour le capitalisme occidental pouvant acquérir à bas prix une foule de produits venus du monde entier. *Last but not least*, la dégradation des termes de l'échange a fait inexorablement diminuer les rentrées de devises dans les pays concernés, les éloignant ainsi de l'objectif officiellement poursuivi (accroître leurs gains en devises étrangères afin de payer les intérêts des dettes publiques). Pour combler ce manque à gagner, les technocrates du FMI décrètent que la seule voie à suivre est de remettre une couche supplémentaire d'ajustement structurel en renforçant davantage l'austérité, les privatisations et le droit pour les entreprises occidentales d'accéder sans limite aux multiples ressources existantes dans les pays « aidés ». Ainsi, la boucle de dépendance hiérarchique ne cesse de se renforcer, au point de former un nœud coulant étranglant toute possibilité d'avenir prospère pour des milliards de personnes à travers le monde entier.

Jeux de miroir

Nous pourrions continuer cette histoire en multipliant les exemples d'exactions, commises à l'étranger, par des institutions occidentales piétinant l'intérêt général pour le plus grand bonheur de multinationales titanesques. Un cynisme politico-marchand dont l'enjeu principal a toujours gravité autour d'une préoccupation majeure : autant que faire se peut, diminuer le prix d'importation d'une multitude de produits (minerais, matières premières, ressources naturelles, etc.) indispensables pour garantir le consensus social et la consommation de masse dans les pays riches. Qu'on parle de viol manifeste des sociétés locales par une *occupation coloniale* de plusieurs siècles suivie de l'orchestration plus récente de *coups d'États*, ou bien qu'on évoque des malversations géopolitiques faites d'endettement forcé, de *manipulation des termes de l'échange* ou bien encore de *corruption des élites locales*, une constante ignoble se retrouve dans les rapports de force opposant les pays riches aux peuples pauvres : l'asservissement de ces derniers est simultanément la conséquence et le rouage nécessaire à la prospérité des régions et firmes privées les plus opulentes de la planète.

Bien qu'il ait toujours existé des mouvements sociaux (notamment des ONG) pour dénoncer ces rapports inégalitaires entre les pays dits du Nord et du Sud, force est de constater que la grande majorité des populations occidentales ne s'est jamais fondamentalement intéressée aux formes d'exploitation que nos gouvernements et nos entreprises imposaient - et font encore subir - à de nombreux populations à travers le monde. Durant les *Trente Glorieuses* - ces trois décennies d'après-guerre où une très large partie des populations occidentales a bénéficié d'améliorations prodigieuses de ses conditions de vie grâce à des politiques sociales ambitieuses -, nul ne s'est franchement préoccupé du fait que notre bien-être prenait aussi racine dans l'exploitation systématique de peuples étrangers ravalés en larbins de nos désirs consuméristes. Une réalité qui n'a guère changé depuis : comme nous

le savons toutes, les plus grands empires marchands planétaires raffolent de sous-traitants situés dans des pays où l'absence de législations sociales autorise les conditions de travail les plus sordides. Cela va du moindre textile de marque *made in Bangladesh* à nos nouveaux compagnons technologiques tels que Smartphones, tablettes, ordinateurs et autres liseuses²³. Pour peu qu'on accepte de le dire honnêtement : aussi civilisées puissent-elles nous paraître, nos manières de vivre passent par l'oppression constante de myriades de populations et groupes sociaux n'ayant pas le rapport de force nécessaire pour se défendre. Un constat tragique mais que nous évacuons constamment de nos débats publics, comme si cette sale évidence ne nous concernait pas. C'est sans doute pourquoi l'expression on ne peut pas *accueillir toute la misère du monde* reçoit un écho plutôt favorable dans nos sociétés. Cette maxime sert de pare-feu moral en refoulant loin de nos têtes l'idée, certes désagréable, que nos modes de vies se traduisent plutôt par l'adage suivant : *pour remplir les magasins et sites de commerce en ligne d'une multitude de produits sans cesse renouvelés, les sociétés capitalistes opulentes saignent à blanc le monde entier !*

Ce renversement des perspectives, où nos bourreaux (*ces étrangers envahisseurs*) deviennent nos victimes (*ces peuples maltraités*), relève sans doute de l'impensable pour beaucoup de gens. Et pourtant, nous aurions tout intérêt à nous en préoccuper. Ne fut-ce que pour les raisons les plus mesquines du monde : si nous voulons vraiment voir le nombre de migrants diminuer afin de ne pas accueillir toute la misère étrangère chez nous²⁴, la priorité des priorités serait de faire en sorte que les gens puissent vivre dignement chez eux. Un changement de cap sociétal qui passerait par la mise en bière du cynisme géopolitique de nos gouvernements, accompagné par la mise en place de poursuites et sanctions judiciaires effectives à l'encontre des multinationales détériorant gravement les conditions de vie locales. Autant dire que nous sommes loin du compte ! Plusieurs décennies après la fin officielle de l'ère coloniale, c'est du bout des lèvres que nos chefs d'état commencent à bredouiller de timides excuses pour les siècles d'exactions, de pillage, de racisme légal et d'innombrables crimes perpétrés à l'étranger. Bien entendu, toutes ces oppressions sont présentées comme des faits révolus, censés appartenir à un lointain passé... Pourtant, c'est en toute impunité que d'innombrables secteurs industriels - miniers et pétroliers notamment - hypothèquent gravement la santé de populations lointaines en rejetant d'innombrables déchets toxiques dans les sols, les cours d'eau et l'air dont ces gens dépendent pour vivre.

Renverser les perspectives pour voir nos souffre-douleurs coutumiers (*les étrangers envahisseurs*) se transformer en victimes d'un système oppresseur a un autre intérêt : comme nous, ces gens sont des otages prisonniers de féroces hiérarchies instituées par le capitalisme planétaire. Les coups que nous recevons aujourd'hui, eux les ont reçus bien avant nous et avec une férocité sans pareille. Comme on l'a vu dans cet écrit, les anciennes populations coloniales ont été frappées en premier par les ukases du bréviaire libéral : austérité draconienne pour les finances publiques, privatisation de tout ce qui est rentable, promotion de la compétitivité internationale au détriment des cultures vivrières locales, sans oublier l'encensement des riches et des nantis recevant tant de passe-droits et de privilèges qu'ils en viennent à se considérer comme étant au-dessus des lois (notamment lorsqu'il s'agit d'échapper à l'impôt). Jadis imposé aux pays du Sud, cet ultralibéralisme forcené règne également sous nos contrées depuis quatre grosses décennies à présent. Suite à l'arrivée au pouvoir de politiciennes fanatiques nommées Margareth Thatcher en Angleterre et Ronald Reagan aux États-Unis (respectivement en 1979 et 1981), le libéralisme économique a été présenté un peu partout comme une potion doublement vertueuse : en réduisant toutes les charges collectives pesant sur les entreprises, des emplois par millions allaient apparaître comme par enchantement ; par ailleurs, le marché étant présenté comme

²³ On peut notamment lire à ce propos le recueil de témoignages de travailleurs chinois chez Foxconn : Yang, Jenny Chan et Xu Lizh, *La machine est ton seigneur et ton maître*, éditions Agone, 2015 (traductrice : Célia Izoard).

²⁴ Contrairement à une idée reçue, rappelons ici que ce sont des pays pauvres (et non riches) qui accueillent le plus grand nombre de réfugiées sur leur territoire.

le lieu d'épanouissement individuel par excellence, les idéologues libéraux nous l'ont vendu comme une brique fondamentale de tout système démocratique.

Dans leur idolâtrie, ces idéologues aveugles ont oublié de préciser qu'un marché n'est pas l'autre, et que ce mot change de visage et de nature en fonction des lois qui président à son fonctionnement. Or, la cure libérale appliquée par nos gouvernements depuis plusieurs décennies a eu une obsession en tête : nous faire croire que (1) les régulations démocratiques limitant les privilèges des entrepreneurs et (2) les mécanismes institutionnels de solidarité protégeant les plus faibles d'entre nous n'étaient, au fond, que des obstacles indésirables nuisant à l'épanouissement général. Pour avoir cru ces balivernes et laissé faire les gouvernements successifs obnubilés par la libéralisation de l'économie, nous avons reçu en retour des marchés dévastateurs dominés par quelques grandes firmes hégémoniques. Des empires marchands tellement puissants qu'ils ne veulent plus être régis par les règles de la démocratie, a fortiori lorsque celle-ci voudrait leur imposer des protections sociales ou des garde-fous solidaires les empêchant de piétiner plus faibles qu'eux (c'est-à-dire à peu près tout le monde).

Et voilà que nous nous étonnons d'avoir perdu le gouvernail collectif qui donnait sens à nos vies !

Errants sans planche de salut au gré des humeurs du marché, nous acceptons les licenciements abusifs visant à rentabiliser les profits à des niveaux indécents, mais nous sommes de plus en plus nombreuses (hélas) à prêter l'oreille aux discours haineux et malveillants accusant les plus pauvres d'être le danger prioritaire dont tout le monde devrait se méfier. Si écraser plus faible que soi est vraiment la mise qui nous semble désirable dans le casino politique qui nous emmènera vers demain, alors il est grand temps d'examiner notre conscience. Pourquoi s'insurger d'un monde politique insensible à la détresse croissante de gens d'ici basculant dans la pauvreté si, nous-mêmes, pouvons insulter sans sourciller des migrantes et des réfugiés coulant en mer Méditerranée ou plongeant dans les affres d'une existence de sans-papier ?

Après des décennies d'individualisme libéral forcené, la dernière chose dont nous avons besoin pour changer de cap politique, ce sont précisément les logiques discriminatoires nous enfermant toutes et tous dans des mondes étanches, séparés, rivaux, nécessairement opposés les uns aux autres. à dire vrai, si nous rêvons vraiment d'un monde meilleur et de lendemains, alors c'est sur plus de solidarités (entre humains, mais aussi avec les non-humains) et le déclin de l'égoïsme généralisé qu'il nous faudrait miser en premier.

Bibliographie

Livres

Bruce Albert, & Davi Kopenawa, *La chute du ciel - Paroles d'un chaman Yanomami*, Paris, Pocket, collection Terre humaine, 2018 (1ère édition : 2010).

Christophe Ramaux, *L'état social (Pour sortir du chaos néolibéral)*, Paris, éditions Mille et une nuits, 2012.

David Graeber & David Wengrow, *Au commencement était...* (Une nouvelle histoire de l'humanité), Paris, Les Liens qui libèrent, 2021 (1ère édition en langue anglaise : 2021).

Le Codex Borbonicus, sous la direction de José Contel et Sylvie Peperstraete, Paris, éditions Citadelles & Mazenot (en partenariat avec l'Assemblée nationale), 2021.

Eduardo Galeano, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine - L'histoire implacable du pillage d'un continent*, Paris, Pocket (collection Terre Humaine), 2019, (1ère édition originale espagnole : 1971).

Eduardo Galeano, *Mémoire du feu (Les naissances, Les visages et les masques, Le siècle du vent)*, Montréal, Lux éditeur, 2013 (1ères éditions originales des trois livres en espagnol : 1982, 1984, 1986).

Fernando Cervantes, *Les Conquistadors*, Paris, Éditions Perrin, 2022 (1ère édition originale anglaise : 2020).

Gérard Chaliand (compilation d'écrits historiques présentée par), *Les Conquistadors (Mexique-Pérou)*, Paris, éditions Omnibus, 2003. Le texte utilisé ici est *l'Histoire véridique de la Conquête de la Nouvelle Espagne* narrée par l'un de ses protagonistes : le conquistador Bernal Díaz del Castillo.

John Perkins, *Les confessions d'un assassin financier (Révélation sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis)*, Outremont, éditions Alterre, 2005.

José Bengoa, *Historia del pueblo mapuche (sigle XIX & XX)*, Santiago, Lom Ediciones, 2000 (1ère édition originale : 1985).

Pekka Hämäläinen, *L'Empire comanche*, Toulouse, Anacharsis éditions, 2012 (1ère édition anglaise originale : 2008).

Philippe Descola, *La nature domestique - Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1994.

Pol-P. Gossiaux, *L'homme et la nature - Genèses de l'anthropologie à l'âge classique 1580-1750*, Bruxelles, 1995 (1ère édition : 1993), De Boeck Université.

Stephen Greenblatt, *Ces Merveilleuses possessions : Découvertes et appropriation du Nouveau Monde au XVIe siècle*, Paris, 1996 (1ère édition anglaise originale : 1992).

Tim Weiner, *L'histoire de la CIA (des cendres en héritage)*, Paris, éditions Perrin (collection Tempus), 2011 (1ère édit. Originale : 2007). Tim Weiner est journaliste au New York Times et a gagné le Prix Pulitzer en 1988.

Yang, Jenny Chan et Xu Lizh, *La machine est ton seigneur et ton maître* (recueil de témoignages de travailleurs chinois chez Foxconn), éditions Agone, 2015 (traductrice : Célia Izoard).

Yvonnick Denoël, *Le livre noir de la CIA*, Paris, J'ai Lu, 2009 (1ère édition originale 2007).

Études et rapports

Des leçons à tirer des échecs révolutionnaires passés, étude de Bruno Poncelet publiée le 4 juillet 2022 sur le site du CEPAG : <https://www.cepag.be/publications/etudes>.

Guatemala, Memory of silence, rapport publié en 1999 de la « Commission pour l'éclaircissement historique » (créée en 1994 à Oslo dans le cadre des Nations Unies dans l'espoir de mettre fin aux décennies sanglantes de l'histoire du Guatemala). Disponible sur Internet, notamment sur le site de l'Human Rights Data Analysis Group.

Romans

Ahmadou Kourouma, *Les Soleils des Indépendances*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1968 (puis édité à partir de 1970 par les Éditions du Seuil).

Ahmadou Kourouma, *En attendant le vote des bêtes sauvages*, Paris, Éditions du Seuil, 1998.

-
- ⁱ Sources utilisées : *Le Codex Borbonicus* (sous la direction de José Contel et Sylvie Peperstraete) ; Fernando Cervantes, *Les Conquistadors*, pp. 422-433 ; Pol-Pierre Gossiaux, *L'homme et la nature - Genèses de l'anthropologie à l'âge classique 1580-1750* ; Stephen Greenblatt, *Ces Merveilleuses possessions : Découvertes et appropriation du Nouveau Monde au XVI^e siècle*.
- ⁱⁱ Bernal Díaz del Castillo, *La conquête du Mexique*, écrit repris dans la compilation *Les Conquistadors (Mexique-Pérou)* présentée par Gérard Chaliand, p.208.
- ⁱⁱⁱ Lire à ce propos Philippe Descola, *La nature domestique - Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar* ou le livre coécrit par Bruce Albert et Davi Kopenawa, *La chute du ciel - Paroles d'un chaman Yanomami*.
- ^{iv} Eduardo Galeano, *Mémoire du feu (Les naissances, Les visages et les masques, Le siècle du vent)*, p. 624.
- ^v José Bengoa, *Historia del pueblo mapuche (sigle XIX & XX)*.
- ^{vi} Eduardo Galeano, *op. cit.*, p. 462.
- ^{vii} *Ibid.*, pp.773-774.
- ^{viii} Lire à ce propos l'étude *Des leçons à tirer des échecs révolutionnaires passés* que j'ai publiée, le 4 juillet 2022, sur le site du CEPAG : <https://www.cepag.be/publications/etudes>.
- ^{ix} Les sources utilisées pour ce chapitre sont la *Mémoire du feu* d'Eduardo Galeano (pages 773-782), *Le livre noir de la CIA* d'Yvonnick Denoël (pages 65-85), *Des cendres en héritage* de Tim Weiner (pages 154-168), ainsi que les pages Wikipédia des différentes personnes citées.
- ^x *Ibid.*, p.774.
- ^{xi} *Ibid.*, p.774. Une légère faute de syntaxe a été corrigée dans le texte.
- ^{xii} *Ibid.*, p.277.
- ^{xiii} *Ibid.*, pp.776-77.
- ^{xiv} Les sources utilisées pour ce chapitre sont la *Mémoire du feu* d'Eduardo Galeano (pages 773-782), *Le livre noir de la CIA* d'Yvonnick Denoël (pages 65-85), *Des cendres en héritage* (pages 154-168) et le rapport *Guatemala, Memory of silence* rédigé par la Commission pour l'éclaircissement historique, créée en 1994 à Oslo dans le cadre des Nations Unies dans l'espoir de mettre fin aux décennies sanglantes de l'histoire du Guatemala.
- ^{xv} Tim Weiner, *Des cendres en héritage (L'histoire de la CIA)*, p.137.
- ^{xvi} *Ibid.*, pages 135-151 & Yvonnick Denoël, *op.cit.*, pages 52-64.
- ^{xvii} Extrait du discours prononcé par Patrice Lumumba lors de la cérémonie d'indépendance du Congo, le 30 juin 1960.
- ^{xviii} Les sources utilisées pour ce chapitre sont *Le livre noir de la CIA* d'Yvonnick Denoël (pages 86-108), *Des cendres en héritage* (pages 243-245 ; 391-392), ainsi que les pages Wikipédia des personnes citées.
- ^{xviii} Tim Weiner, *Des cendres en héritage (L'histoire de la CIA)*, p.137.
- ^{xix} Ce discours de pacotille, intitulé *Chance for Peace*, est facilement accessible sur Internet.
- ^{xx} Sources : *Le livre noir de la CIA* d'Yvonnick Denoël (pages 209-230), *Des cendres en héritage* (pages 423-437 & 758-761), ainsi que les pages Wikipédia des personnes citées.
- ^{xxi} Tim Weiner, *op. cit.*, p.390.
- ^{xxii} John Perkins, *Les confessions d'un assassin financier (Révélations sur la manipulation des économies du monde par les États-Unis)*, Outremont, éditions Alterre, 2005, p.17. Une légère faute de syntaxe a été corrigée dans le texte.
- ^{xxiii} *Ibid.*, pp.16-17.
- ^{xxiv} *Ibid.*, p.17.
- ^{xxv} *Ibid.*, p.30.
- ^{xxvi} *Ibid.*, p.21.
- ^{xxvii} *Ibid.*, p.29.
- ^{xxviii} *Ibid.*, pp.29-30.
- ^{xxix} Source : site web du FMI.